

THESIS / THÈSE

MASTER EN SCIENCES DE GESTION À FINALITÉ SPÉCIALISÉE EN BUSINESS ANALYSIS & INTEGRATION

La rotation externe obligatoire des cabinets d'audit améliore-t-elle l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?

Tuncer, Dilan

Award date:
2020

Awarding institution:
Université de Namur

[Link to publication](#)

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



La rotation externe obligatoire des cabinets d'audit améliore-t-elle
l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?

Dilan TUNCER

Directeur: Prof. C.DENDAUW

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du titre de
Master 120 en sciences de gestion, à finalité spécialisée
en Business Analysis & Integration

ANNEE ACADEMIQUE 2019-2020

AVANT- PROPOS

Tout d'abord, je tiens à remercier toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à l'élaboration de ce mémoire.

Ensuite, avec tous mes sentiments de respect et de reconnaissance, je tiens à remercier la directrice de ce mémoire, Madame Catherine Dendauw, pour ses précieux conseils et le temps qu'elle a consacré pour la réalisation de ce travail.

Je tiens à remercier M. Chaerels, M. Seffer, M. Van Roost, M. Dehogne, Mme Arnaud ainsi que Mme Leleu pour avoir accepté de prendre part à mes interviews et pour l'intérêt qu'ils leur ont témoigné.

Je suis également reconnaissante envers ma maman qui m'a soutenue et encouragée tout au long de mes années d'études à l'Université de Namur.

Enfin, je remercie les membres du jury pour l'attention qu'ils porteront à ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
MÉTHODOLOGIE	3
1. L'AUDITEUR EXTERNE ET L'AUDIT LÉGAL DES COMPTES	6
1.1. Définitions	6
1.2. Objectifs de l'audit légal des comptes	7
1.3. Accès à la profession	9
1.4. Obligation de désigner un auditeur externe	10
2. CLARIFICATION DES CONCEPTS : INDÉPENDANCE DE L'AUDITEUR EXTERNE ET QUALITÉ DE L'AUDIT	12
2.1. Indépendance de l'auditeur	12
2.1.1. Règles d'indépendance	13
2.1.2. Indépendance financière	14
2.1.3. Indépendance de l'auditeur selon la littérature scientifique	15
2.2. Qualité de l'audit	16
3. LA RÉFORME EUROPÉENNE DE L'AUDIT	18
3.1. Présentation générale	18
3.2. Contexte de la réforme audit	19
3.3. Rotation externe obligatoire des cabinets d'audit : cadre législatif européen	22
3.3.1. Tableau récapitulatif	24
3.4. Dispositions transitoires	25
3.4.1. Tableau récapitulatif	26
4. REVUE DE LA LITTÉRATURE ET DÉVELOPPEMENT DES HYPOTHÈSES	27
4.1. Rotation externe obligatoire des cabinets d'audit	27
4.2. Rotation externe vs Rotation interne	31
4.3. L'audit conjoint	32

5. ANALYSE DE LA ROTATION EXTERNE OBLIGATOIRE DES CABINETS D'AUDIT EN EUROPE	35
5.1. Belgique.....	35
5.2. France	38
5.3. Italie.....	40
5.4. Pays-Bas	42
5.5. Luxembourg	44
5.6. Tableau récapitulatif.....	47
5.6.1. <i>Interprétations</i>	48
6. ETUDE QUALITATIVE	54
6.1. La rotation externe des cabinets d'audit améliore-t-elle l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?	54
6.2. Les coûts liés à la rotation des cabinets d'audit sont-ils plus élevés par rapport à ses bénéfices potentiels ?.....	55
6.3. La rotation externe obligatoire des cabinets d'audit diminue-t-elle la concentration dans le marché de l'audit ?	58
6.4. La rotation interne améliore-t-elle l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?....	59
6.5. L'audit conjoint améliore-t-il l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?	60
6.6. Analyse personnelle	60
CONCLUSION	65
ANNEXES	74

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Liste des figures

<i>Figure 1 : Définition de la qualité de l'audit</i>	<i>17</i>
<i>Figure 2 : Dates clés de la réforme européenne de l'audit.....</i>	<i>21</i>
<i>Figure 3: Cartographie - option d'extension par appel d'offres public appliquée par les Etats membres</i>	<i>50</i>
<i>Figure 4: Cartographie - option d'extension par audit conjoint appliquée par l'ensemble des Etats membres</i>	<i>50</i>
<i>Figure 5: Les coûts supplémentaires en moyenne de la première année d'un nouveau mandat</i>	<i>57</i>

Liste des tableaux

<i>Tableau 1: Liste des professionnels interrogés</i>	<i>5</i>
<i>Tableau 2 : Tableau récapitulatif de la législation européenne en matière de rotation externe obligatoire</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 3 : Tableau récapitulatif de la législation européenne concernant les dispositions transitoires en matière de rotation externe obligatoire.....</i>	<i>26</i>
<i>Tableau 4: Options adoptées en Belgique en matière de rotation externe obligatoire.....</i>	<i>37</i>
<i>Tableau 5: Options adoptées en France en matière de rotation externe obligatoire.....</i>	<i>39</i>
<i>Tableau 6 : Options adoptées en Italie en matière de rotation externe obligatoire.....</i>	<i>41</i>
<i>Tableau 7: Options adoptées aux Pays-Bas en matière de rotation externe obligatoire.</i>	<i>43</i>
<i>Tableau 8: Options adoptées au Luxembourg en matière de rotation externe obligatoire.....</i>	<i>44</i>
<i>Tableau 9: Options adoptées en Espagne en matière de rotation externe obligatoire.</i>	<i>45</i>
<i>Tableau 10: Tableau récapitulatif des options adoptées pour l'ensemble des Etats membres de l'UE.</i>	<i>48</i>

LISTE DES ACRONYMES

ASBL :	Association sans but lucratif
AISBL :	Association Internationale sans but lucratif
CE :	Commission européenne
CNCC :	Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (France)
CONSOB :	Commissione Nazionale per Società e la Borsa (Italie)
CSPE :	Conseil Supérieur des Professions Economiques
EIP :	Entité d'intérêt public
HTVA :	Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée
IAASB :	International Auditing and Assurance Standards Board
IFAC :	International Federation of Accountants
IRE :	Institut des Réviseurs d'Entreprises
ISA :	International Standard on Auditing (« normes internationales d'audit »)
UE :	Union européenne
Wta :	Wet toezicht accountsorganisaties (Pays – Bas

INTRODUCTION

Depuis les deux dernières décennies et plus particulièrement depuis les différents scandales financiers qui ont marqué l'économie mondiale, les débats sur l'indépendance de l'auditeur externe et la qualité de l'audit se sont intensifiés.

L'affaire *Enron* est un des plus grands de ces scandales. En effet, en 2001, Enron, septième capitalisation boursière américaine, est tombée en faillite et a entraîné avec elle la chute du grand cabinet d'audit « Arthur Andersen ». Ce grand cabinet, ayant longtemps été le leader mondial dans le marché de l'audit, a été reconnu coupable d'entrave à la justice dans cette affaire (May, 2003). Suite à cela, la confiance des investisseurs traditionnellement accordée à l'information comptable certifiée s'en est retrouvée considérablement affectée (Evraert, 2003).

Par ailleurs, après la crise financière de 2008, la Commission européenne (ci-après « CE ») s'est vue dans l'obligation de revoir la législation européenne concernant le contrôle légal des comptes afin de rétablir la confiance des marchés.

Dès lors, la CE a publié le 13 octobre 2010 son Livre Vert intitulé « *Politique en matière d'audit : les leçons de la crise* ». Elle y dénonce les lacunes constatées dans le marché de l'audit légal et intègre certaines matières pour lesquelles elle souhaite ouvrir un débat comme le rôle de l'auditeur, l'indépendance des cabinets d'audit, la concentration du marché de l'audit, l'harmonisation des pratiques ainsi que le système de surveillance au sein de l'Union européenne (ci-après « UE »).

Après plusieurs années de débat qui ont suivi la publication de ce Livre Vert, la CE et les États membres de l'UE sont parvenus à un accord provisoire le 17 décembre 2013. C'est en date du 16 avril 2014 que la nouvelle directive 2014/56/UE, modifiant la directive 2006/43/UE, ainsi qu'un nouveau règlement n° 537/2014 sur l'audit légal ont été adoptés par le Parlement européen, réformant ainsi l'audit légal au sein de l'UE.

Ces nouvelles règles sont destinées à renforcer la qualité de l'audit légal, à assurer l'indépendance des contrôleurs légaux des comptes, à améliorer la surveillance du marché de l'audit ainsi qu'à dynamiser ce marché (CE, *Réforme de l'audit dans l'UE*).

Compte tenu des importantes modifications apportées par cette réforme de l'audit, nous avons décidé d'analyser une des mesures permettant d'assurer l'indépendance des contrôleurs légaux qui a engendré de nombreux défis pour les cabinets d'audit mais également pour les entités d'intérêt public (ci-après « EIP »), à savoir la rotation externe obligatoire des cabinets d'audit pour toutes les EIP. Désormais, celles-ci sont dans l'obligation de procéder au changement du cabinet d'audit chargé du contrôle légal des comptes tous les dix ans.

Dès lors, il nous a semblé opportun de s'interroger sur l'efficacité réelle de la rotation externe obligatoire. Par conséquent, ce mémoire s'intitule « ***La rotation externe obligatoire des cabinets d'audit améliore-t-elle l'indépendance des auditeurs et la qualité de l'audit ?*** ».

Au terme de ce mémoire, nous souhaitons être en mesure de déterminer l'efficacité réelle de la rotation externe obligatoire au sein de l'UE et plus particulièrement en Belgique.

Pour cela, nous avons mené, dans la première partie, une analyse théorique qui traite du rôle de l'auditeur légal, de son indépendance ainsi que de la qualité de l'audit pour la bonne compréhension de ce mémoire. Nous avons également mené, dans la seconde partie, une étude qualitative nous permettant d'avoir une opinion personnelle à ce sujet.

MÉTHODOLOGIE

Suite à notre analyse théorique concernant l'audit légal des comptes, l'indépendance de l'auditeur, la qualité de l'audit et l'introduction de la rotation obligatoire externe des cabinets d'audit en sein de l'UE, nous avons constaté que, d'après notre revue littéraire, les avis concernant l'introduction de la rotation externe obligatoire sont très mitigés.

En effet, notre revue littéraire ne nous permet pas de démontrer si cette nouvelle mesure politique européenne est efficace pour garantir l'indépendance de l'auditeur et contribuer à la qualité de l'audit. Dès lors, il nous a semblé opportun de mener une étude qualitative et de recueillir l'avis de plusieurs acteurs dans le métier de l'audit légal des comptes, exerçant leur profession en tant que réviseurs d'entreprises en Belgique.

A travers cette étude qualitative, nous tentons de répondre aux hypothèses suivantes, émises à l'aide des différents avis recueillis dans la revue littéraire, se trouvant dans la première partie de ce mémoire :

- Hypothèse 1 : La rotation externe obligatoire des cabinets d'audit n'améliore pas l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit.
- Hypothèse 2 : Les coûts liés à la rotation des cabinets d'audit sont plus élevés par rapport à ses bénéfices potentiels.
- Hypothèse 3 : La rotation externe des cabinets d'audit ne diminue pas la concentration dans le marché de l'audit.
- Hypothèse 4 : La rotation interne améliore l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit, contrairement à la rotation externe.
- Hypothèse 3 : L'audit conjoint n'améliore ni l'indépendance de l'auditeur ni la qualité de l'audit.

Selon nous, la réalisation des interviews était la méthode la plus pertinente pour obtenir des résultats précis concernant l'efficacité de cette nouvelle mesure. À cette fin, nous avons établi, au préalable, un questionnaire pour recueillir l'avis des différents professionnels afin de mener ces interviews de manière cohérente et structurée. Vous trouverez ce questionnaire en annexe I.

Le rassemblement et la comparaison des opinions des différents professionnels nous ont permis d'apporter une réponse aux différentes hypothèses citées ci-dessus.

En outre, la seconde partie de ce mémoire contient une analyse de la situation de la rotation externe obligatoire des cabinets d'audit avant et après l'introduction de cette mesure dans plusieurs États membres de l'UE ainsi que les options qui ont été adoptées dans ceux-ci.

Mise à part la Belgique, nous avons décidé d'examiner la législation relative à cette mesure principalement dans trois pays limitrophes tels que la France, les Pays-Bas et le Luxembourg. Nous nous sommes également intéressés à la législation d'autres États membres comme l'Italie, qui a introduit la rotation externe obligatoire en 1975 et l'Espagne, qui a également introduit cette mesure en 1988 mais qui l'a finalement abandonnée en 1995.

Panel d'intervenants

Le choix des intervenants n'est pas anodin. En effet, nous avons décidé de prendre contact avec des associés d'audit puisque ce sont des professionnels ayant une grande expérience dans le domaine de l'audit.

Étant donné que l'introduction de cette mesure concerne les EIP, nous avons préféré interroger des associés d'audit provenant principalement des « *Big 4* »¹. Cependant, nous en avons également contacté provenant des cabinets d'audit de taille moyenne. En effet, il nous a semblé pertinent de recueillir l'avis de ces derniers afin de comprendre leur point de vue concernant cette mesure et plus particulièrement pour répondre à la troisième hypothèse.

Nous avons invité de nombreux réviseurs d'entreprises à contribuer à notre étude. Cependant, nous n'avons pu prendre contact de manière concrète qu'avec six réviseurs d'entreprises. Parmi ceux-ci, trois ont contribué à notre étude en complétant simplement le questionnaire que nous leur avons envoyé par mail. Les trois autres ont accepté d'être interviewés par téléphone. En effet, il a été impossible de rencontrer ces professionnels en raison de la crise sanitaire que nous vivons actuellement.

¹ Nous utilisons l'expression « Big 4 » pour désigner les quatre plus grands cabinets d'audit dans le monde, à savoir Deloitte, Ernst & Young (EY), KPMG et PricewaterhouseCoopers (PwC).

Le tableau suivant reprend la liste des professionnels interrogés :

Nom	Cabinet d'audit	Fonction(s)	Lieux	Date
Alain Chaerels	PVMD	Associé Audit	Waterloo	28/04/20
Romain Seffer	PwC	Associé Audit	Bruxelles	30/04/20
Yves Dehogne	Deloitte	Associé Audit	Bruxelles	03/05/20
Benoit Van Roost	KPMG	Associé Audit	Bruxelles	12/05/20
Céline Arnaud	RSM Inter Audit	Associé Audit	Charleroi	13/05/20
Patricia Leleu	KPMG IRE	1) Associé Audit 2) Membre IRE	Bruxelles	18/05/20

Tableau 1: Liste des professionnels interrogés

1. L'AUDITEUR EXTERNE ET L'AUDIT LÉGAL DES COMPTES

1.1. Définitions

Le terme « audit » vient du latin « *audire* » qui signifie « écouter » et est synonyme de contrôler, réviser, vérifier et inspecter (Mikol, 2019 ; Casta et Mikol, 1999).

A l'échelle internationale, selon la norme « ISA »² 200 (IFAC, 2018) portant sur les objectifs généraux de l'auditeur indépendant et la réalisation d'un audit conforme aux Normes internationales d'audit, l'auditeur externe est « la personne ou les personnes qui réalisent l'audit légal des comptes, généralement l'associé responsable de la mission et les autres membres de l'équipe affectée à la mission ou, le cas échéant, le cabinet d'audit ».

En Belgique, la profession d'auditeur externe est exercée par le réviseur d'entreprises et est encadrée par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises (ci-après « IRE »), une organisation professionnelle créée par la loi du 22 juillet 1953³ qui soutient le réviseur d'entreprises dans l'accomplissement de son rôle (IRE, *Missions de l'IRE*).

L'IRE définit le réviseur d'entreprises comme « un expert financier qui, par son indépendance et son intégrité, est un maillon essentiel dans la création de la stabilité économique et de la confiance de l'ensemble des acteurs »⁴. Ces derniers sont toutes les personnes liées à une organisation ; nous pouvons citer l'investisseur, les employés, les actionnaires, les clients, les fournisseurs ainsi que les banques.

L'auditeur externe est donc un gardien de confiance puisque son rôle consiste à valider la fiabilité de l'information financière émise par l'entreprise à destination des investisseurs (Shapiro, 1987, cité par Hottegindre et Lesage, 2007).

² « *International Standard on Auditing* ».

³ Loi du 22 juillet 1953 créant l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007, *MB*, 24 mai 2007. De nombreuses dispositions de cette loi ont été abrogées par la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, *MB*, 13 décembre 2016.

⁴ Voir le site officiel de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, disponible sur <https://www.ibr-ire.be/fr/l-institut/a-propos-de-nous/mission-et-taches>

Dans la littérature académique, la définition de l'audit légal est discutée par de nombreux académiciens comme Richard (2003) qui définit l'audit légal des comptes comme étant « le contrôle indépendant de la représentation donnée par les dirigeants de la position financière de leur entreprise à un moment donné, de manière à constituer une base objective et sûre pour la prise de décision des investisseurs ». Concrètement, selon Mikol (1999), l'audit externe consiste à donner une image fidèle de l'ensemble des transactions de l'exercice passé et de la situation financière à la date de clôture de l'exercice comptable.

Enfin, selon DeFond et Zhang (2014), l'audit permet d'obtenir « une assurance indépendante de la crédibilité de l'information comptable, qui améliore l'allocation des ressources et l'efficacité contractuelle ». En effet, le marché de l'audit est marqué par une forte asymétrie d'informations entre l'auditeur externe et les utilisateurs des états financiers. L'audit permettrait, en outre, de réduire l'asymétrie d'information entre ces acteurs (Pigé, 2003).

1.2. Objectifs de l'audit légal des comptes

Selon la loi du 7 décembre 2016 portant sur l'organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises, le contrôle légal des comptes « a pour objet de donner une opinion sur le caractère fidèle et sincère des comptes annuels, d'un état financier intermédiaire, d'une évaluation ou d'une autre information économique et financière fournie par une entité ou une institution, mais également de l'analyse et l'explication des informations économiques et financières à l'attention des membres du conseil d'entreprise » (loi du 7 décembre 2016, art. 3, 10°).

De plus, l'article 3:73 du nouveau Code des sociétés et des associations⁵ (2019 ; ci-après « CSA ») précise que le contrôle légal des comptes doit être confié à un ou plusieurs commissaires.

Dans l'audit légal des comptes, le commissaire doit donc, d'une part, exprimer une opinion sur des comptes annuels et, d'autre part, vérifier le respect du Code des sociétés et des associations ainsi que des statuts de la société contrôlée (Dries *et al.*, 2005).

⁵ Le Code des sociétés a été réformé par la loi du 23 mars 2019 (Code des sociétés et des associations), *MB*, 4 avril 2019.

En effet, la norme ISA 200 (IFAC, 2018) indique que lors de la conduite d'un audit des états financiers, les objectifs généraux de l'auditeur sont les suivants :

- (a) Obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative provenant de fraude ou d'erreur, afin de formuler une opinion exprimant si les états financiers sont établis ou non à un référentiel comptable applicable. Ce niveau d'assurance est obtenu lorsque l'auditeur a recueilli des éléments probants suffisants et appropriés pour réduire le risque d'audit. Ce dernier est défini selon la norme 200 (IFAC, 2018) comme « le risque que l'auditeur exprime une opinion inappropriée lorsque les états financiers comportent des anomalies significatives »⁶.
- b) Produire un rapport d'audit sur les états financiers et procéder aux communications requises par les normes internationales d'audit⁷ « ISA » sur base des constatations de ses travaux.

L'objectif d'un audit étant de renforcer le degré de confiance des utilisateurs présumés des états financiers, l'auditeur exprime son opinion indiquant si les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société dans le rapport d'audit sur les comptes annuels (IRE, *Missions légales permanentes*).

Cette opinion peut prendre la forme d'une opinion avec ou sans réserve, négative, ou, si l'auditeur est dans l'incapacité de se forger une opinion, d'une déclaration d'abstention (CSA, art. 3:75, 4°).

En outre, en Belgique, le réviseur d'entreprises a différentes missions légales auprès des membres du conseil d'entreprise dans chaque entreprise où un conseil d'entreprise⁸ a été institué. Il est tenu de faire rapport sur les comptes annuels et sur le rapport de gestion, ainsi que de certifier la fiabilité des informations économiques et financières transmises par l'organe d'administration au conseil d'entreprise (CSA, art 3:83).

⁶ Norme ISA 200.13

⁷ Les normes internationales d'audit « ISA » forment un référentiel de normes appliquées par les auditeurs externes dans les États membres de l'Union européenne et de nombreux pays pour la certification des comptes annuels. Celles-ci sont rédigées par l'*International Auditing and Assurance Standards Board* (IAASB), une section de l'*International Federation of Accountants* (IFAC), une organisation mondiale de la profession comptable.

⁸ Selon l'article 14 de loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, « des conseils d'entreprise sont institués dans toutes les entreprises occupant habituellement en moyenne au moins 50 travailleurs ».

1.3. Accès à la profession

Dans la législation belge, les conditions d'accès à la profession sont régies par l'article 5 de la loi du 7 décembre 2016 portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises.

Cette loi impose plusieurs conditions pour pouvoir obtenir le titre de réviseur d'entreprises :

- Être ressortissant d'un État membre et disposer d'un établissement dans un État membre, ou avoir un établissement en Belgique ;
- Être honorable, c'est-à-dire ne pas avoir été privé de ses droits civils et politiques, ne pas avoir été déclaré en faillite sans avoir obtenu la réhabilitation et ne pas avoir encouru une peine d'emprisonnement, même conditionnelle, de trois mois au moins ;
- Être porteur d'un diplôme de master, délivré par une université belge ou un établissement supérieur belge de type long de niveau universitaire. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles un diplôme étranger ou une expérience déterminée sont reconnus équivalents, le cas échéant après réussite d'un examen portant sur les matières du droit belge pertinentes pour l'exercice de la profession de réviseur d'entreprises ;
- Avoir accompli le stage organisé par l'Institut et réussi l'examen d'aptitude en fin de stage ;
- Prêter serment devant la Cour d'appel de Bruxelles ou, le cas échéant, devant la Cour de Liège ;
- Être âgé de soixante-cinq ans au plus ;
- Être lié à un cabinet de révision ou à un cabinet d'audit enregistré ou disposer d'une organisation qui permet de respecter la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

1.4. Obligation de désigner un auditeur externe

En Belgique, l'obligation de désigner un commissaire aux comptes est valable pour les grandes sociétés au sens de l'article 1:24 du CSA, mais également valable pour les sociétés cotées ainsi que pour les **entités d'intérêt public**⁹ au sens de l'article 1:12 du CSA (CSA, art. 3:72, 2°).

Cependant, les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite et les groupements européens d'intérêt économique dont tous les associés à responsabilité illimitée sont des personnes physiques ne sont pas dans l'obligation de nommer un commissaire (CSA, art 3:72, 1°).

De plus, selon les articles 3:47, §6 et 3:51, §6 du CSA, les grandes associations sans but lucratif (ci-après « ASBL »), les grandes associations internationales sans but lucratif (ci-après « AISBL ») ainsi que les grandes fondations sont tenues de désigner un commissaire pour le contrôle légal des comptes.

Comme cité ci-dessus, l'article 1:24 du CSA fixe les critères de taille pour définir une grande société. Ainsi, selon cette disposition, une grande société est une société dotée de la personnalité juridique qui, à la date de bilan du dernier exercice clôturé, dépasse deux de ces trois seuils, et ce pendant deux années consécutives :

- La moyenne annuelle du nombre de travailleurs occupés : 50 ;
- Le chiffre d'affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée : 9.000.000 € ;
- Total du bilan : 4.500.000 €.

Notons que les associations et les fondations sont tenues par les mêmes critères de taille que ceux exposés ci-dessus (CSA, art. 1:28 et 1:30).

Les petites sociétés au sens de l'article 1:24 du CSA (ne remplissant pas plus d'un des critères cités ci-dessus) ne sont pas tenues de désigner un auditeur externe. Cependant, elles ont toutefois la possibilité de faire appel au service d'un réviseur d'entreprises pour des missions occasionnelles telles que citées précédemment.

⁹ Les sociétés considérées comme des EIP au regard du droit belge sont exposées dans la seconde partie.

Enfin, notons que les petites sociétés cotées sur un marché réglementé, les petites sociétés qui sont des **entités d'intérêt public** au sens de l'article 1:12 du CSA et les sociétés qui font partie d'un groupe tenu d'établir des comptes annuels consolidés doivent toujours nommer un commissaire, nonobstant le fait qu'elles sont considérées comme des petites sociétés au sens de l'article 1:24 du CSA (CSA, art. 3:72, 2°).

2. CLARIFICATION DES CONCEPTS : INDÉPENDANCE DE L'AUDITEUR EXTERNE ET QUALITÉ DE L'AUDIT

2.1. Indépendance de l'auditeur

La législation belge définit l'indépendance du commissaire en distinguant deux types d'indépendance qui sont indissociables, à savoir :

- 1) « **L'indépendance d'esprit (réelle)**, qui est une attitude morale visant à ce que seules les considérations en rapport avec la tâche confiée soient prises en compte dans les décisions à prendre dans le cadre de l'exercice d'une mission d'audit ;
- 2) **L'indépendance d'apparence**, à savoir la nécessité d'éviter les situations et les faits matériels qui, de par leur importance, amèneraient un tiers raisonnable et informé à remettre en question la capacité du commissaire à agir de manière objective » (loi du 7 décembre 2016, art.12, §2).

Lors d'une mission d'audit, il est primordial que l'auditeur soit indépendant vis-à-vis de la société contrôlée car son indépendance préserve sa capacité à se forger une opinion sans que celle-ci ne soit affectée par des influences qui pourraient la compromettre. Cette indépendance renforce donc l'intégrité, l'objectivité et le jugement critique de l'auditeur (norme ISA 200, IFAC, 2018).

De plus, le commissaire doit prendre toutes les mesures raisonnables afin de garantir que son indépendance ne soit pas affectée par un conflit d'intérêts potentiel ou par une relation d'affaires l'impliquant ou impliquant son cabinet d'audit ou, le cas échéant, les personnes qui sont dans son réseau lors d'une mission d'audit. A cet effet, il est tenu d'identifier et de consigner par écrit dans ses documents de travail tous les risques importants d'atteinte à son indépendance ainsi que les mesures de sauvegarde appliquées pour limiter ces risques (loi du 7 décembre 2016, art.12, § 3).

Cependant, il ne peut pas accepter ou poursuivre une mission d'audit s'il existe, de manière directe ou indirecte, une relation financière, personnelle, d'affaires, d'emploi ou autre entre lui-même et l'entité pour laquelle il effectue une mission d'audit, d'une nature telle qu'il amènerait un tiers objectif, raisonnable et informé à conclure en tenant compte des mesures de sauvegarde adoptées que son indépendance est affectée (loi du 7 décembre 2016, art. 12, §4)

2.1.1. Règles d'indépendance

L'article 3:62 du CSA énonce le principe général selon lequel un commissaire peut être désigné dans la mesure où il ne se trouve pas dans des conditions susceptibles de mettre en cause son indépendance. Celle-ci est exigée, au minimum, à la fois pendant la période couverte par les comptes annuels à contrôler et pendant la période au cours de laquelle le contrôle légal est effectué (CSA, art. 3:62, §1).

Cet article précise que durant les deux années précédant la nomination de commissaire, ni le réviseur d'entreprises, ni un membre de son réseau ne peut effectuer des prestations susceptibles de mettre en cause son indépendance en tant que commissaire (CSA, art. 3:62, §5).

Ainsi, le réviseur d'entreprises ne peut être nommé en tant que commissaire lorsque lui-même ou un membre de son réseau, dans les deux ans précédant la nomination du commissaire :

1. A assisté ou participé de manière régulière à la tenue de la comptabilité ou à l'établissement des comptes annuels ou des comptes consolidés de la société auditée, de la société belge qui la contrôle ou de ses filiales ;
2. Est intervenu dans le recrutement de personnes appartenant à un organe ou faisant partie du personnel dirigeant de la société auditée, d'une société belge qui la contrôle ou de l'une de ses filiales.

En outre, la législation belge prévoit des limitations quantitatives pour la prestation des services non-audit autorisés pour les entités d'intérêt public au sens de l'article 1:12 du CSA ainsi que pour les sociétés qui ne sont pas considérées comme des EIP .

Ainsi, selon l'article 3:64 du CSA, « le commissaire ne peut prester des services autres que les missions qui lui sont confiées par la loi ou par la réglementation de l'Union européenne, dans la mesure où le montant total des honoraires afférents à ces services dépasserait septante pour cent du montant total des honoraires ».

En ce qui concerne les sociétés qui ne sont pas considérées comme des EIP mais qui font partie d'un groupe qui est tenu d'établir et de publier des comptes consolidés, « le commissaire ne peut prester des services autres que les missions qui lui sont confiées par la loi ou par la réglementation de l'Union européenne, dans la mesure où le montant total des honoraires afférents à ces services dépasserait le montant total des honoraires » (CSA, art. 3:64, §3). Cette règle d'indépendance est exclusivement belge et est communément appelée la règle du « *one-to-one* ».

Enfin, en vertu de l'article 29 de la loi du 7 décembre 2016, le commissaire ne peut exercer des activités incompatibles avec l'indépendance de sa fonction. Ainsi, il ne peut exercer des missions d'audit dans les situations suivantes :

- « Exercer la fonction d'employé, sauf auprès d'un autre réviseur d'entreprises ;
- Exercer une activité commerciale ou en qualité d'administrateur d'une société commerciale ainsi que la fonction de ministre ou de secrétaire d'État ».

2.1.2. Indépendance financière

En vertu du paragraphe 6 de l'article 3:65 du CSA, les honoraires du commissaire ne peuvent pas être déterminés ni influencés par la fourniture de services complémentaires à la société contrôlée. En dehors de ces honoraires, le commissaire ne peut recevoir aucun avantage de la société, sous quelle forme que ce soit.

De plus, le commissaire ne peut pas détenir un intérêt financier dans l'entité pour laquelle il exécute une mission d'audit et ne peut pas accepter de l'argent ou autre cadeau, ni des faveurs provenant de l'entité pour laquelle il exécute cette mission ou de toute entité liée à celle-ci, à l'exception des avantages mineurs susceptibles d'être considérés par un tiers objectif, raisonnable et informé comme insignifiante ou négligeable (loi du 7 décembre 2016, art. 16, §§1 et 4).

2.1.3. Indépendance de l'auditeur selon la littérature scientifique

Nous observons que la législation belge ainsi que la littérature académique font une distinction entre deux types d'indépendances (réelle et d'apparence). Cependant, l'indépendance est analysée de manière plus subjective dans la littérature scientifique, ce qui apporte plus de précision à ce concept.

Prat dit Hauret (2003a) souligne que l'indépendance réelle de l'auditeur « est sa capacité à s'assurer du respect des règles afin de produire une opinion de qualité révélant toute erreur, fraude, manipulation ou collusion des producteurs de l'information comptable et financière ».

Concernant l'indépendance perçue, toujours selon Prat dit Hauret (2003b), celle-ci « comprend tous les moyens mis en œuvre par l'auditeur pour renforcer la perception de son indépendance que peuvent avoir l'ensemble des parties prenantes de la gouvernance des entreprises ».

Bien qu'un comportement réellement indépendant permette le maintien d'une mission sur le long terme, un niveau élevé d'indépendance perçue garantit la légitimité de la mission de l'auditeur puisque la perception des utilisateurs déterminera s'ils ont confiance ou non en la qualité de l'audit. (Ben Saad et Lesage, 2009 ; Prat dit Hauret, 2003b). En effet, même si l'auditeur est mentalement indépendant, celui-ci doit rendre son indépendance apparente en donnant des signes visibles, explicites et accessibles au public pour susciter la confiance du marché financier (Richard, 2003).

Ben Saad et Lesage (2007) indiquent que De Angelo (1981) définit l'indépendance de l'auditeur comme sa capacité à résister aux pressions de l'entreprise pour révéler une erreur éventuelle, celle-ci étant l'une des deux conditions de la qualité de l'audit. Un auditeur indépendant communiquera, à priori, son opinion de manière plus sincère car il est moins exposé aux pressions économiques, sociales et personnelles de ses clients (Sirois *et al.*, 2016). En effet, il est primordial que le réviseur d'entreprises soit indépendant vis-à-vis de son client afin qu'il révèle les anomalies qu'il détecte dans les états financiers et qu'il fournisse un rapport d'audit de qualité garantissant la fiabilité des informations financières de son client, les informations financières fournies n'étant d'aucune utilité si elles ne sont pas fiables (Simons, 1987).

2.2. Qualité de l'audit

La définition la plus connue de la qualité de l'audit est celle de De Angelo (1981), qui énonce que « la qualité de l'audit est définie comme la probabilité jointe évaluée par le marché qu'un auditeur donné va simultanément (a) découvrir une anomalie significative dans le système comptable de l'entreprise cliente et (b) mentionner cette anomalie » (trad. de De Angelo, 1981, p. 186).

Cette auteure précise que la probabilité qu'un auditeur découvre une anomalie dépend de ses capacités technologiques, autrement dit, de ses compétences ; tandis que la probabilité que l'auditeur signale cette anomalie est une mesure de son indépendance par rapport à un client donné. Nous considérons donc que la **compétence** et **l'indépendance** sont des qualités essentielles à la conduite d'un audit de qualité.

En ce qui concerne la compétence de l'auditeur, Ben Saad et Lesage (2007) indiquent que selon Flint (1988), les auditeurs doivent posséder des connaissances assimilées lors des formations (cursus universitaires et formations postérieures), la qualification et l'expérience suffisantes se construisant sur « le terrain » afin de mener au mieux ses missions d'audit.

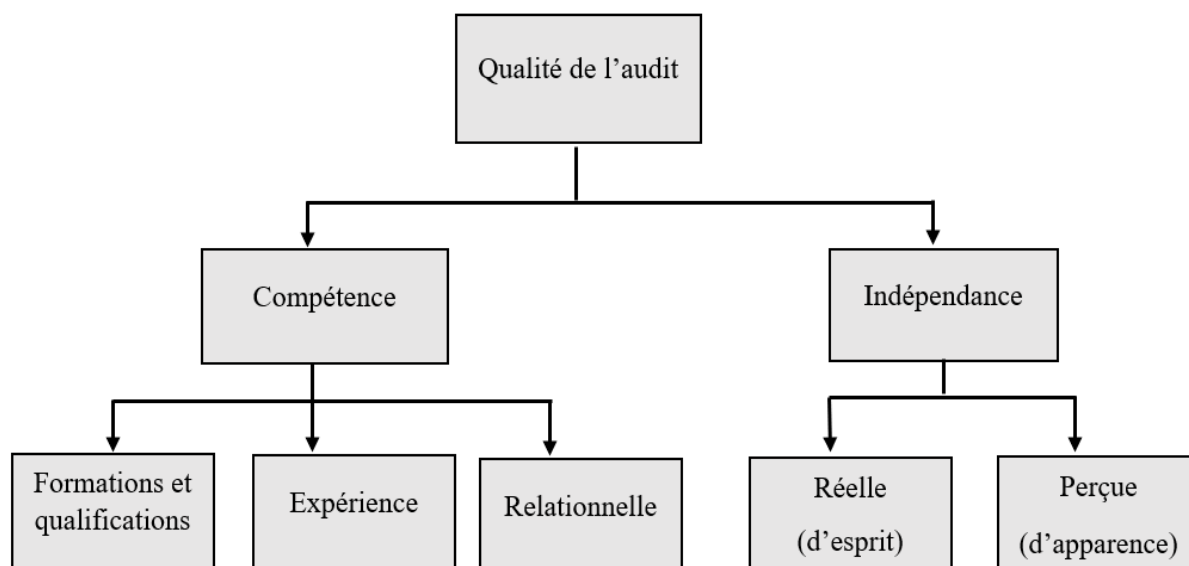
Bien que les compétences de l'auditeur soient souvent réduites à une dimension technique de l'audit, l'auditeur doit également faire preuve de qualités relationnelles envers l'audité dans le cadre de sa mission (Richard et Reix, 2002, cité par Gonthier-Besacier *et al.*, 2012).

Par ailleurs, De Angelo (1981) cité par Sirois *et al.*, (2016) met en évidence la relation entre la taille d'un cabinet et la qualité de l'audit en déduisant que plus un cabinet est grand, plus l'audit est de qualité puisque les grands cabinets d'audit ont plus à perdre en cas de dysfonctionnement.

De plus, Sirois *et al.*, (2016) suggèrent que les « *Big 4* » délivrent des services de meilleure qualité en raison de leurs nombreux investissements en technologie d'audit, ce qui explique une différence fondamentale entre les « *Big 4* » et les « *Non-Big 4* » en terme de qualité d'audit. Citons, par exemple, l'investissement dans le capital humain à travers le recrutement et les formations des employés.

Enfin, citons également l'existence des départements techniques de consultation interne, particulièrement très fréquents chez les « *Big 4* ». Bien que cet investissement soit très coûteux, ces départements permettent d'assister les auditeurs dans leurs missions plus complexes, ce qui permet de contrôler la qualité et le risque d'erreur (Bédard *et al.*, 2008, cité par Sirois *et al.*, 2016).

Figure 1 : Définition de la qualité de l'audit



Source : Lecture des recherches scientifiques citées dans cette section en matière de qualité d'audit

3. LA RÉFORME EUROPÉENNE DE L'AUDIT

3.1. Présentation générale

La réforme européenne de l'audit se porte à travers deux textes. Premièrement, il s'agit de la directive 2014/56/UE, modifiant la précédente directive 2006/43/UE de 2006 et s'appliquant à tous les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés. Deuxièmement, il s'agit du règlement 537/2014, applicable au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public.

Les EIP sont nouvellement définies par l'article 2, alinéa 1^{er}, 13^o de la directive 2014/56/UE, où celle-ci précise que :

- a) « Les entités régies par le droit d'un État membre dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché réglementé d'un État membre au sens de l'article 4, paragraphe 1, point 14), de la directive 2004/39/CE ;
- b) Les établissements de crédit définis à l'article 3, paragraphe 1, point 1), de la directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil, autres que ceux visés à l'article 2 de ladite directive ;
- c) Les entreprises d'assurance au sens de l'article 2, paragraphe 1, de la directive 91/674/CEE ; ou
- d) Les entités désignées par les États membres comme entités d'intérêt public, par exemple les entreprises qui ont une importance publique significative en raison de la nature de leurs activités, de leur taille ou du nombre de leurs employés ».

Autrement dit, la nouvelle directive définit les EIP comme les sociétés cotées en bourse sur un marché réglementé, les établissements de crédit et les sociétés d'assurance. Cependant, comme le prévoit la directive, les États membres peuvent également étendre la définition d'EIP et ainsi ajouter d'autres entités ayant une importance publique significative en raison de la nature de leurs activités, de leur taille ou du nombre de leur personnel.

Il semble indispensable de préciser la différence entre une directive et un règlement dans le cadre européen. Ainsi, selon la Commission européenne (*Types d'actes législatifs de l'UE* – ci-après « CE »), les directives « instaurent une obligation de résultat, mais laissent les États membres libres quant aux moyens d'y parvenir ». Les États de l'UE doivent adopter les mesures pour intégrer les directives en les transposant dans leur législation nationale afin d'atteindre les objectifs fixés par la directive.

Quant aux règlements, la CE (*Types d'actes législatifs de l'UE*) les définit comme que des « actes législatifs qui s'appliquent, dès leur entrée en vigueur, de manière automatique et uniforme dans tous les pays de l'UE, sans devoir être transposés dans la législation nationale. Ils sont obligatoires dans tous leurs éléments dans tous les pays de l'UE ».

Ces nouvelles législations ont été approuvées par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne le 16 avril 2014 et ont été publiées dans le Journal officiel de l'Union européenne le 27 mai 2014. L'entrée en vigueur de la directive est en date du 16 juin 2014 mais est applicable après une période de transition de deux ans accordée aux États membres de l'UE.

D'après l'article 44 du règlement, ce dernier est entré en vigueur le 16 juin 2014 mais dans le cadre de cette réforme audit, un délai de deux ans a été accordé aux États membres en raison du fait que celui-ci se réfère à la directive ; ce délai de transition étant nécessaire afin que chaque État membre de l'UE opère à la transposition des nouvelles dispositions européennes vers le droit national. Par conséquent, ces deux textes législatifs européens sont d'application depuis le 17 juin 2016.

3.2. Contexte de la réforme audit

En Europe, après la crise financière de 2008, des lacunes dans le système d'audit européen ont été mises en évidence, en particulier dans les entités qui présentent un intérêt public notable. Dès lors, il fallait instaurer la confiance dans les informations financières des entreprises et améliorer la qualité de l'audit.

De ce fait, la Commission européenne publiait, le 13 octobre 2010, son Livre Vert « *Politique en matière d'audit : les leçons de la crise* ».

Par le biais de cette publication, la CE désire lancer un débat sur les sujets suivants : « le rôle de l'auditeur, la gouvernance et l'indépendance des sociétés d'audit, la surveillance des auditeurs, la configuration du marché de l'audit, la création d'un marché unique pour les services d'audit, la simplification des règles applicables aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux petits et moyens cabinets (PMC), et sur la coopération internationale en matière de surveillance des réseaux d'audit internationaux »¹⁰.

Michel Barnier, commissaire chargé du marché intérieur et des services, propose, dans ce Livre Vert, plusieurs solutions afin d'assurer l'indépendance de l'auditeur et d'accroître le dynamisme dans le marché de l'audit, dont notamment la rotation obligatoire des cabinets d'audit. Selon lui, les situations où une société désigne le même cabinet d'audit depuis des dizaines d'années ne semblent pas répondre aux normes d'indépendance souhaitables et que la rotation interne des associés d'audit principaux, comme l'exige la directive européenne de 2006, ne semble pas être suffisante car le risque de familiarité persiste.

De plus, l'audit conjoint est également abordé et figure parmi les mesures dont la CE voudrait débattre. Cette pratique qui existe déjà en France devrait, selon la CE, « être plus répandue pour encourager le marché à permettre aux sociétés de taille moyenne n'ayant pas une importance systémique de devenir des acteurs de poids dans le segment des audits de grandes entreprises, ce qui, à ce jour, s'est révélé difficile ».

La publication du Livre Vert par la CE a été suivie par une consultation ouverte durant laquelle de nombreux commentaires ont été émis par les parties prenantes.

Suite à cette consultation, en 2011, la CE a réalisé une proposition de règlement d'audit des comptes des EIP ainsi qu'une proposition de directive visant à améliorer le système de l'audit légal en Europe.

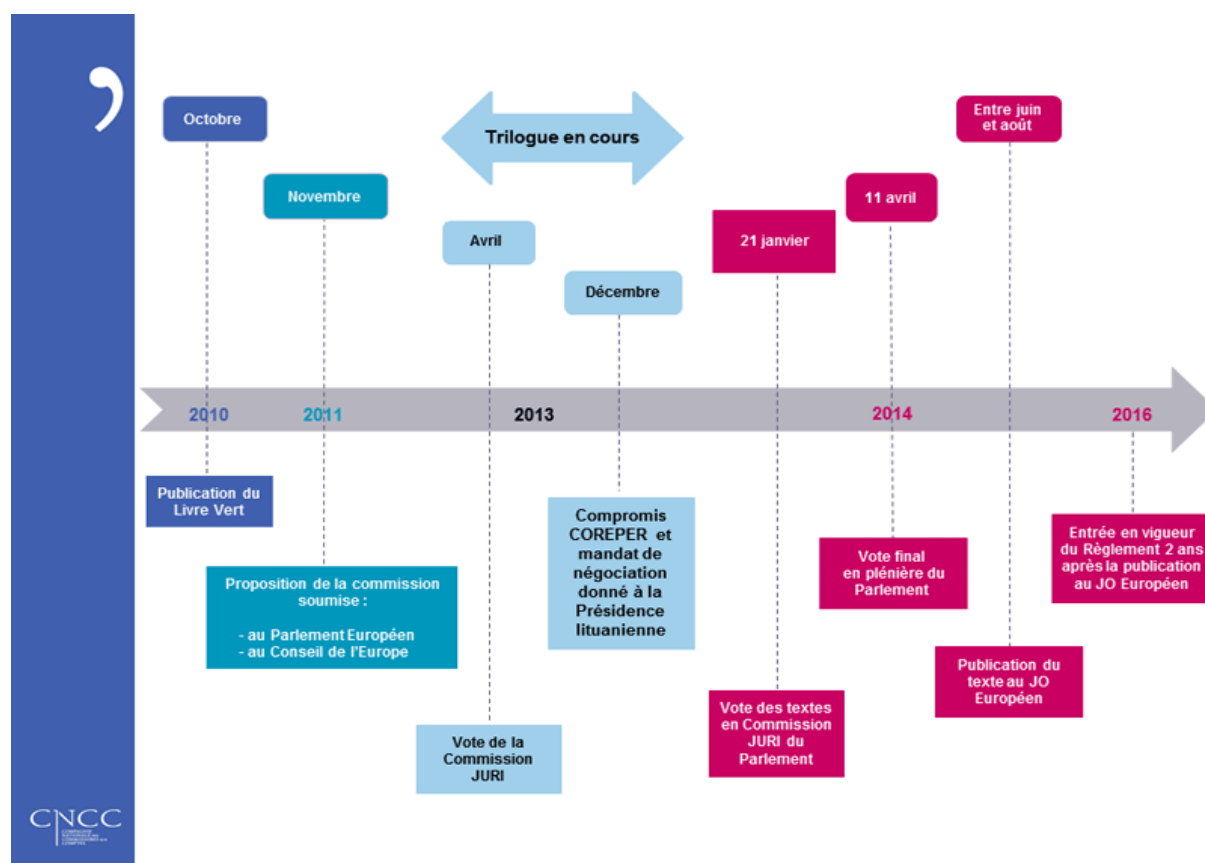
D'après son communiqué du 30 novembre 2011, Michel Barnier déclare que ces propositions visent à « rétablir la confiance dans les états financiers et souhaite un marché de l'audit ouvert, dynamique et offrant une meilleure qualité ».

Afin d'y parvenir, le renforcement de l'indépendance de l'auditeur, l'ouverture du marché de l'audit et le renforcement de la supervision publique des auditeurs figurent parmi les objectifs phares de la réforme de l'audit.

¹⁰ Commission européenne, Livre Vert « *Politique en matière d'audit : les leçons de la crise* », p. 5.

Le 17 décembre 2013, les États membres de l'UE ainsi que le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire sur la réforme du marché de l'audit. Comme cité précédemment, ces deux textes législatifs sont entrés en vigueur le 16 juin 2014 et sont applicables depuis le 17 juin 2016.

Figure 3 : Dates clés de la réforme européenne de l'audit



Source : Site internet de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes

3.3. Rotation externe obligatoire des cabinets d'audit : cadre législatif européen

De nouvelles mesures plus strictes pour les commissaires au sein des EIP sont imposées par la réforme de l'audit afin d'améliorer leur indépendance, comme la rotation externe obligatoire des auditeurs (qui fera l'objet de différentes analyses pratiques dans la seconde partie), la limitation du montant des honoraires « non-audit » ainsi que l'interdiction des services non-audit fournis aux sociétés auditées.

Les dispositions relatives à la limitation des honoraires et aux services non-audit interdits se trouvent respectivement aux articles 4 et 5 du règlement n° 537/2014. Vous trouverez ces articles en annexes II et III.

L'article 17 du règlement n° 537/2014, traitant la durée de la mission de l'audit, introduit le principe de la rotation obligatoire des cabinets d'audit pour les EIP tous les dix ans au maximum. Désormais, celles-ci ne pourront plus renouveler le mandat du commissaire aux comptes ou du cabinet d'audit de manière illimitée. Cependant, les États membres de l'UE peuvent adopter une période maximale inférieure à dix ans et de minimum un an pour le mandat initial du commissaire.

De plus, cet article autorise différentes possibilités d'extension du mandat initial du commissaire en place sous certaines conditions. C'est en ce sens que plusieurs options se présentent aux États membres :

- Prolonger la durée des mandats consécutifs jusqu'à vingt ans lorsqu'une procédure d'appel d'offres public est menée par l'entité ;
- Prolonger la durée des mandats consécutifs jusqu'à vingt-quatre ans en cas d'un audit conjoint formé par plusieurs commissaires aux comptes provenant de différents cabinets d'audit (collège de commissaires) ;
- Prolonger de deux ans la durée des mandats dans des cas exceptionnels et sous l'autorisation de la supervision publique.

Après l'expiration des durées maximales exposées ci-dessus, une période de viduité (*cooling off*) de quatre ans est prévue par le règlement pour le cabinet d'audit sortant.

Autrement dit, le contrôleur légal des comptes, son cabinet d'audit ou, le cas échéant, un membre de son réseau dans l'UE, n'est pas autorisé à effectuer une mission d'audit dans la même EIP au cours des quatre années suivantes (art. 17, §3).

Le Conseil supérieur des Professions économiques (ci-après « CSPE »), dans son avis du 15 juin 2016¹¹, énonce qu'une procédure d'appel d'offres est exigée pour permettre au commissaire en place de poursuivre son mandat après que l'organe de gestion l'ait mis en concurrence avec d'autres réviseurs d'entreprises de manière transparente.

Cependant, d'après les questions et réponses de la CE, il ne s'agit pas d'un appel d'offres dans le cadre d'un marché public au sens de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service. En effet, une publication sur le site internet officiel de l'entité contrôlée suffit pour que celle-ci respecte le caractère « public » de l'appel d'offres (CSPE, 2016).

En outre, le règlement prévoit une rotation interne des associés principaux chargés de la réalisation du contrôle légal des comptes après sept années d'exercice au maximum. Ce délai pouvant être revu à la baisse par les États membres, le règlement prévoit tout de même un délai de viduité de trois ans durant lequel l'associé principal sortant ne peut en aucun cas être le responsable signataire de la mission d'audit ou participer au contrôle légal des comptes au cours des trois années suivant la cessation.

Le règlement prévoit également que les cabinets d'audit instaurent un mécanisme de rotation interne s'appliquant de manière individuelle aux personnes hiérarchiquement les plus élevées, de manière à remplacer progressivement les équipes d'audit.

Dans la seconde partie, nous constaterons que chaque État membre a un système de rotation externe des cabinets d'audit différent au point de créer un paysage législatif non uniforme dans le marché de l'audit européen.

¹¹ Avis du CSPE du 15 juin 2016 portant sur la rotation externe des commissaires effectuant une (ou plusieurs) mission(s) dans des EIP.

3.3.1. Tableau récapitulatif

Le tableau suivant résume les dispositions relatives à la durée d'une mission d'audit et les options prévues pour les États membres par l'article 17 du règlement européen n° 537/2014 en matière de rotation externe obligatoire :

<i>Durée de la mission d'audit</i>	
Durée minimale d'un mandat initial	1 an
Durée maximale des mandats consécutifs	10 ans
Période de viduité après une rotation externe du cabinet d'audit sortant	4 ans
Rotation interne du commissaire signataire	7 ans
Période de viduité après une rotation interne du commissaire sortant	3 ans
<i>Options à adopter par les États membres</i>	
Diminution de la durée maximale des mandats consécutifs	< 10 ans
Augmentation de la durée du mandat initial	> 1 an
Extension de la durée maximale des mandats consécutifs en cas d'appel d'offres public	20 ans (10 + 10)
Extension de la durée maximale des mandats consécutifs en cas d'un audit conjoint	24 ans (10 + 14)
Extension de la durée maximale des mandats consécutifs en cas d'exception (sous approbation de la supervision publique)	2 ans

Tableau 2 : Tableau récapitulatif de la législation européenne en matière de rotation externe obligatoire

3.4. **Dispositions transitoires**

Tel que cité précédemment, le règlement audit européen est entré en vigueur le 16 juin 2014 mais, en raison des options laissées aux États membres, son application n'est devenue effective qu'à partir du 17 juin 2016. Afin d'éviter un renouvellement trop important à partir de son applicabilité, des dispositions transitoires en matière de rotation externe obligatoire du commissaire sont prévues par l'article 41 de ce règlement.

Ainsi, selon l'article 41 du règlement, **à compter du 17 juin 2020**, une EIP n'accepte pas ou ne renouvelle pas une mission d'audit avec un commissaire si, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, à savoir le 16 juin 2014, l'auditeur externe fournit des services d'audit à cette EIP pendant vingt années consécutives ou davantage. En d'autres termes, il s'agit des services d'audit ayant débutés avant le 17 juin 1994 au sein d'une EIP.

De plus, le règlement indique **qu'à compter du 17 juin 2023**, une EIP n'accepte pas ou ne renouvelle pas une mission d'audit avec un commissaire si, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, à savoir le 16 juin 2014, l'auditeur externe fournit des services d'audit à cette EIP pendant onze années consécutives ou davantage mais moins de vingt années consécutives. En d'autres termes, il s'agit des services d'audit ayant débutés entre le 17 juin 1994 et le 16 juin 2003 au sein d'une EIP.

Enfin, le règlement précise que les missions d'audit qui ont été acceptées avant le 16 juin 2014 mais qui se poursuivent encore au 17 juin 2016 peuvent rester applicables jusqu'au terme de la durée maximale visée à l'article 17, paragraphe 1^{er}, deuxième alinéa, soit dix ans au maximum ou jusqu'au terme de la durée maximale visée à l'article 17, paragraphe 2, point b), soit inférieure à dix ans. L'article 17, paragraphe 4 étant applicable à ce cas de figure, la durée maximale des mandats consécutifs peut être portée à vingt ou vingt-quatre ans selon les options adoptées par chaque État membre. En d'autres termes, il s'agit des services d'audit ayant débutés après le 17 juin 2003 et qui sont toujours en cours au 17 juin 2016 au sein d'une EIP.

Notons que dans les deux premiers cas de figure, au terme des deux périodes transitoires, c'est-à-dire **à compter du 17 juin 2020 et 2023**, seule la rotation externe est possible. Cependant, dans le troisième cas de figure, c'est-à-dire **à compter du 17 juin 2016**, la rotation externe était la seule alternative possible, à moins que la réglementation nationale ne permette un renouvellement de mandat du commissaire en place en cas d'un appel d'offres public ou un renouvellement de mandat du commissaire en place en cas d'un audit conjoint.

Par conséquent, seules les EIP qui se trouvaient dans le troisième cas de figure étaient susceptibles d'être dans l'obligation de procéder à une rotation externe de leur cabinet d'audit chargé de la mission de contrôle légal des comptes **à partir du 17 juin 2016** (CSPE, 2016).

3.4.1 Tableau récapitulatif

Le tableau suivant résume les dispositions transitoires en matière de rotation externe obligatoire prévue pour les États membres par le règlement n° 537/2014 :

Début de la mission d'audit	Durée des mandats consécutifs	Non renouvellement
< 16 juin 1994	> 20 ans	17 juin 2020
17 juin 1994 – 16 juin 2003	11 - 20 ans	17 juin 2023
17 juin 2003 – 16 juin 2014	< 11 ans	Pas de renouvellement de mandat après une période fixée en fonction des options adoptées par l'État membre suite à la réforme audit

Tableau 3 : Tableau récapitulatif de la législation européenne concernant les dispositions transitoires en matière de rotation externe obligatoire

4. REVUE DE LA LITTÉRATURE ET DÉVELOPPEMENT DES HYPOTHÈSES

La rotation externe obligatoire de l'auditeur a fait l'objet de nombreuses recherches par les scientifiques afin de démontrer si cette mesure a un impact positif sur l'indépendance de l'auditeur et sur la qualité de l'audit. Dans ce chapitre, nous analyserons les différents points de vue sur cette mesure politique présents dans la littérature qui sont, nous pouvons le dire, très mitigés. Nous analyserons également les autres mesures liées à la rotation externe, comme la rotation interne et l'audit conjoint.

4.1. Rotation externe obligatoire des cabinets d'audit

Dans la littérature scientifique, la qualité de l'audit est généralement évaluée à l'aide de divers critères tels que le niveau de gestion des résultats¹², le type d'opinion émise par l'auditeur ou la présence d'erreur dans les comptes annuels (Vander Cruyssen, 2014).

En outre, l'analyse des effets de la rotation externe des auditeurs sur la qualité de l'audit est souvent basée sur la durée du mandat de l'auditeur. En effet, certains scientifiques démontrent un lien positif ou négatif entre un long mandat d'audit¹³ et l'indépendance de l'auditeur ainsi que la qualité de l'audit, ce qui les amènent à se positionner en faveur ou en défaveur de cette mesure politique.

Notons que selon Carcello et Naguy (2004), un mandat d'audit est court lorsque l'auditeur exerce le contrôle légal des comptes durant deux ou trois années consécutives. A contrario, ces auteurs considèrent un mandat d'audit comme long lorsque l'auditeur exerce le contrôle légal des comptes durant neuf années consécutives ou plus. Ainsi, certaines études ne trouvent pas forcément un lien significatif entre la longueur des mandats successifs et la qualité de l'audit (Ewelt-Knauer *et al.*, 2013) ou l'indépendance de l'auditeur (Iyer et Rama, 2004).

¹² Dans le monde académique, la gestion des résultats consiste en une intervention délibérée dans le processus de présentation de l'information financière dans le but de s'approprier des gains personnels sans enfreindre les règles comptables (Schipper, 1989).

¹³ Pour la bonne compréhension de ce chapitre, nous considérons un long mandat comme étant un mandat ou un total de mandats successifs d'une durée de neuf années consécutives.

Les adhérents à la rotation externe estiment que la longueur des mandats peut créer une familiarité entre l'auditeur et son client, ce qui peut entraîner des conséquences négatives sur l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit (CE, 2011 ; Dopuch *et al.*, 2001, Vanstraelen, 2000). D'autres auteurs constatent que la rotation externe améliore l'indépendance perçue, c'est-à-dire l'indépendance d'apparence par les parties prenantes et notamment par les investisseurs (Ewelt-Knauer *et al.*, 2013).

Selon la CE (2011), le fait que la plupart des sociétés désigne le même cabinet d'audit depuis des dizaines d'années est problématique car un risque de familiarité persiste entre l'auditeur externe et son client. Cela peut conduire à ce que l'auditeur ait une baisse de vigilance sur les détails et ne change pas son opinion critique d'un exercice comptable à l'autre (Tan, 1995). Une baisse de vigilance de la part de l'auditeur peut s'expliquer aussi par le fait que celui-ci possède une connaissance approfondie du dossier et qu'au fil des années, la mission d'audit peut lui sembler répétitive et banale (Arel, Brody and Pany, 2005).

De plus, un risque de familiarité entre ces deux parties entraîne des conséquences négatives sur le type d'opinion émise par l'auditeur. En effet, l'objectivité de l'auditeur étant compromise sur un long mandat, celui-ci serait plus favorable à émettre un rapport d'audit sans réserve (Vanstraelen, 2000).

En outre, certains auteurs observent qu'après une longue durée des mandats, une société auditée est plus susceptible de conserver son auditeur lorsque celui-ci émet une opinion favorable sur les comptes annuels de son client. Cette situation est compromettante pour l'indépendance de l'auditeur étant donné qu'il fait face au risque de perdre un client important (Antle et Nalebuff, 1991). Dès lors, la rotation externe permet à l'auditeur de résister aux pressions exercées par son client et établir ses jugements professionnels de manière objective (Brody et Moscovice, 1998 ; Raiborn *et al.*, 2006).

De plus, certains auteurs considèrent un long mandat comme un risque de dépendance économique pour l'auditeur lorsqu'il considère son client comme une source de rentes annuelles fixes importantes.

En effet, Dopuch *et al.*, (2001) constatent que dans un régime sans rotation obligatoire, les auditeurs réagissent davantage aux incitations économiques et, par conséquent, biaisent leurs rapports d'audit en faveur de la société auditée. A contrario, ils constatent que dans un régime avec une rotation externe obligatoire, l'auditeur serait moins disposé à émettre une opinion biaisée.

Selon Raiborn *et al.* (2006), la rotation externe des cabinets d'audit améliore l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit puisque les nouveaux auditeurs fournissent un regard frais (« *fresh look* ») à la mission d'audit. Selon ces auteurs, cette mesure politique permet de « réduire le développement d'une relation confortable entre l'auditeur et le client » et permet également aux nouveaux auditeurs « d'être plus fermes face aux pressions de la direction ». Enfin, ils indiquent que les auditeurs « signalent avec plus d'aisance les techniques comptables douteuses ou les procédures risquées » (trad. de Raiborn *et al.*, 2006).

Les opposants à la rotation externe des cabinets d'audit sont nombreux. Un premier argument avancé contre cette mesure politique est la perte des connaissances techniques et spécifiques concernant une nouvelle société auditée qui influence négativement la qualité de l'audit dans les premières années qui suivent la rotation externe du cabinet. Ce risque serait dû au manque de connaissances du nouveau client. En effet, l'organisation d'une grande société est très complexe et un temps considérable est nécessaire pour l'auditeur afin de comprendre le fonctionnement et les risques spécifiques qui y sont liés (activités, processus, système de comptabilité, opérations et gestion interne). Par ailleurs, certains auteurs affirment qu'un manque de connaissances mène l'auditeur à commettre des erreurs les premières années d'un mandat qui suivent la rotation externe (Carcello et Nagy, 2004 ; Jonhson *et al.*, 2002).

Lim et Tan (2010) expliquent cela par le fait que la connaissance et la compréhension d'une nouvelle société à contrôler par l'auditeur s'effectue suivant la « *learning curve effect* », une courbe d'apprentissage selon laquelle l'auditeur acquiert des connaissances spécifiques au fil des années. C'est en ce sens que les auditeurs sont moins susceptibles de détecter des erreurs pendant les premières années d'un mandat et cela peut considérablement diminuer la qualité de l'audit. Ces auteurs considèrent donc qu'un long mandat permet d'acquérir des connaissances suffisantes et adéquates à la société contrôlée et son industrie.

Cette hypothèse est confirmée par d'autres études signalant une qualité de l'audit inférieure pendant les premières années du mandat de l'auditeur. Par exemple, Geiger et Raghunandan (2002), en examinant les sociétés tombées en faillite entre 1996 et 1998, démontrent que les échecs d'audit se produisent dans les premières années d'engagement car ces sociétés ont reçu un premier rapport d'audit de continuité modifiée, non conforme à la réalité. Il en est de même pour Carcello et Nagy (2004) qui constatent une émission de rapports d'audit frauduleux plus élevée au cours des trois premières années de la relation entre l'auditeur et son client.

Par ailleurs, Vander Cruyssen (2014) indique que dans le contexte américain, Jonhson *et al.*, (2002) démontrent qu'une longue durée des mandats n'affecte ni la qualité de l'audit ni la qualité de l'information financière puisqu'ils observent un niveau de gestion des résultats plus élevé pour un mandat de courte durée, ce qui entraîne une amélioration de la qualité de l'audit avec un mandat de longue durée.

En outre, un second argument soutenu par les opposants à la rotation externe est l'augmentation des coûts engendrée par cette mesure pour les cabinets d'audit mais aussi pour les entités visées par cette réforme audit. Plus particulièrement, DeAngelo (1981) cité par Vander Cruyssen (2014), indique que « l'audit effectué auprès d'un nouveau client entraîne des coûts élevés pour l'auditeur, ainsi que des coûts de transaction significatifs pour les entreprises lorsqu'elles sont amenées à changer d'auditeur ». De même, les opposants à la rotation externe observent que les coûts liés à cette mesure sont supérieurs à ses avantages potentiels (Kousay, 2014).

En effet, une étude (réalisée dans le contexte italien¹⁴ par la *SDA Bocconi management school* (2002) citée par Le Vourc'h et Morand (2011)) indique que les cabinets d'audit et les sociétés cotées font face à des coûts supplémentaires de démarrage au cours de la première année d'engagement. Plus précisément, cette étude indique également que les cabinets d'audit estiment qu'ils doivent consacrer en moyenne 40% d'heures supplémentaires la première année suivant la rotation externe pour connaître la nouvelle société qu'ils auditent.

Par ailleurs, les résultats de cette étude sont confirmés par l'étude de Kwon, Lim et Simnett (2014) qui, après avoir analysé le contexte coréen où la rotation externe a été obligatoire de 2006 à 2010, démontre que cette mesure politique est bien trop coûteuse pour les cabinets d'audit ainsi que pour les entreprises sans améliorer la qualité de l'audit.

En outre, contrairement à l'objectif poursuivi par la CE dans le Livret Vert (2010) en ce qui concerne la concentration du marché de l'audit, certains auteurs indiquent que la rotation externe n'apportera pas de dynamisme au marché de l'audit et ne résoudra donc pas le problème de concentration dans ce marché. Ainsi, Le Vourc'h et Morand (2011) indiquent que selon l'analyse de marché de l'audit italien (réalisée par la *SDA Bocconi management school* (2002)), la rotation externe obligatoire conduit à une concentration plus élevée du marché car il y a une forte probabilité qu'une entreprise de grande taille désigne comme auditeur un des plus grands cabinets d'audit.

¹⁴ La rotation obligatoire des cabinets d'audit après une durée maximale de neuf ans a été introduite en 1975 en Italie.

De plus, Le Vourc'h et Morand (2011) indiquent que selon Arrunda et Parez (1997), cette mesure « augmente la probabilité de collusion entre les cabinets d'audit afin de coordonner l'acquisition des clients ».

Par ailleurs, les coûts relatifs aux appels d'offres émis par les grandes sociétés sont très élevés pour les appelants mais aussi pour les cabinets d'audit qui y répondent. Dès lors, les petits cabinets seront amenés à refuser de participer à ces appels d'offres, ce qui contribue davantage à la concentration du marché de l'audit (Bihain, 2016).

Finalement, en nous basant sur les études antérieures portant sur les effets de la rotation externe des cabinets d'audit sur l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit, nous élaborons les hypothèses suivantes :

Hypothèse 1 : La rotation externe des cabinets d'audit n'améliore pas l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit.

Hypothèse 2 : Les coûts liés à la rotation des cabinets d'audit sont plus élevés par rapport à ses bénéfices potentiels.

Hypothèse 3 : La rotation externe des cabinets d'audit ne diminue pas la concentration dans le marché de l'audit.

4.2. Rotation externe vs Rotation interne

Selon certains auteurs, la rotation interne est la seule mesure permettant de réduire le risque de familiarité entre l'auditeur et son client et d'améliorer la qualité des audits, tout en évitant les inconvénients liés à une rotation externe obligatoire plus fréquente (Horton *et al.*, 2020 ; Bihan, 2016 ; Kousay, 2014).

Dans le contexte australien, Carey et Simnett (2006) affirment que la rotation interne des auditeurs doit avoir lieu après sept ans car ils observent, à partir de la sixième année d'engagement, un risque de diminution de la qualité d'audit en raison du rapprochement entre l'auditeur et son client, ce qui peut biaiser l'esprit critique et la vigilance de l'auditeur le rendant moins indépendant.

L'étude de Lennox *et al.* (2014), qui examine le contexte chinois où l'engagement des partenaires d'audit doit être renouvelé tous les cinq ans, indique que la rotation obligatoire du partenaire d'audit entraîne une meilleure qualité de l'audit au cours de l'année qui suit immédiatement la rotation en raison du regard nouveau apporté par le nouvel auditeur. Cependant, Vander Cruyssen (2014) indique que Chi *et al.* (2009) ne trouvent aucune amélioration de la qualité des rapports des entreprises soumises à cette mesure politique.

Par ailleurs, une étude récente de Horton *et al.* (2020), examinant simultanément les effets de la rotation externe et de la rotation interne sur la qualité de l'audit en utilisant un échantillon¹⁵ dans le contexte italien, indique que dans un régime de double rotation, la rotation interne du partenaire d'audit est la seule mesure améliorant à la fois la qualité de l'audit et les perceptions des investisseurs quant à la qualité de l'audit.

En nous basant sur les études antérieures portant sur les effets de la rotation interne des auditeurs sur l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit, nous élaborons l'hypothèse suivante :

Hypothèse 4 : La rotation interne améliore l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit, contrairement à la rotation externe.

4.3. L'audit conjoint

L'audit conjoint est une des dispositions encouragées par la CE à travers la réforme de l'audit étant donné que cette mesure permet une extension de la relation entre le cabinet d'audit en place et son client.

Selon la CE dans son Livret Vert (2010), cette pratique devrait être plus répandue car cela permet aux sociétés de taille moyenne d'accéder au marché de l'audit des grandes entreprises. Cependant, certaines études antérieures sur les audits conjoints sont majoritairement contre cette disposition en indiquant une augmentation des honoraires qui n'est pas nécessairement associée à une augmentation de la qualité de l'audit (Andre *et al.*, 2016).

¹⁵ L'échantillon est constitué de sociétés italiennes non financières cotées à la Bourse de Milan de 1993 à 2012.

D'après une comparaison entre le régime d'audit conjoint obligatoire en France et le régime d'audit du Royaume-Uni où l'audit conjoint n'est pas obligatoire, Andre *et al.* (2016) constatent des coûts d'audit significativement plus élevés pour les sociétés françaises par rapport aux sociétés anglaises, mais sans preuve d'une meilleure qualité d'audit.

En outre, selon Francis *et al.* (2009), la qualité de l'audit serait plus élevée lors d'un audit conjoint formé par deux Big 4 comparé à un Big 4 avec un Non-Big 4. A contrario, Deng *et al.*, (2014) démontrent que l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ne s'améliorent pas forcément lors d'un audit conjoint formé par un grand et un plus petit cabinet d'audit.

Finalement, les études antérieures portant sur les impacts de l'audit conjoint sur l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit nous mènent à établir l'hypothèse suivante :

Hypothèse 5 : L'audit conjoint n'améliore ni l'indépendance de l'auditeur ni la qualité de l'audit.

PARTIE 2 : CADRE PRATIQUE

5. ANALYSE DE LA ROTATION EXTERNE OBLIGATOIRE DES CABINETS D'AUDIT EN EUROPE

Dans ce chapitre, nous analyserons les options adoptées pour la mise en place de la rotation externe obligatoire dans certains Etats membres comme la Belgique ainsi que certains pays voisins tels que la France, les Pays-Bas et le Luxembourg. Nous analyserons également la situation de la rotation externe en Italie et en Espagne puisque ces pays ont déjà adopté la rotation externe et ce, bien avant la réforme d l'audit.

5.1. Belgique

En Belgique, avant la réforme de l'audit, le principe d'une rotation externe des cabinets imposée aux EIP n'existait pas. La durée du mandat du commissaire aux comptes était de trois ans et celui-ci pouvait être renouvelé au terme de cette période de manière illimitée dans le temps (Bihain, 2016).

Cependant, la rotation externe est imposée depuis plusieurs années dans la Région wallonne au sein des organismes d'intérêt public¹⁶, des intercommunales et des sociétés de logement de service public. Le décret du 30 avril 2009 adopté par le Parlement wallon prévoit une durée de mandat de trois au maximum pour les missions de contrôle des réviseurs et impose une rotation externe à l'issue d'une période maximale de six ans, soit après deux mandats consécutifs dans certaines entités publiques wallonnes.

Par ailleurs, la rotation interne est connue en Belgique depuis plusieurs années et cela bien avant la réforme de l'audit. En effet, suite à son introduction par la directive de 2006, l'IRE a édicté une norme en 2007 qui prévoyait que, dans les EIP, un commissaire est tenu de remplacer au minimum le représentant permanent du cabinet de révision dans les six ans qui suivent sa nomination. Le réviseur d'entreprises remplacé ne pouvait participer à nouveau au contrôle de l'entité contrôlée qu'à l'issue d'une période de viduité d'au moins deux ans.

¹⁶ Il est important de différencier les « organismes d'intérêt public » visés par ces décrets des « entités d'intérêt public » évoquées ci-avant. Les « organismes d'intérêt public » sont les organismes présentant un intérêt public au sens social du terme par opposition aux « entités d'intérêt public » qui correspondent à l'intérêt public au sens financier du terme.

Suite à la réforme de l'audit, la Belgique a opté pour le maintien de la durée des mandats à trois ans, bien que l'article 3:61, paragraphe 2 du CSA prévoit que « le commissaire chargé d'une mission de contrôle légal d'une entité d'intérêt public (...) ne peut exercer plus de trois mandats consécutifs auprès de cette même entité, soit couvrir une durée maximale de neuf ans ».

En ce qui concerne les différentes options pour le renouvellement du mandat du commissaire en place au sein d'une société EIP, le législateur belge a opté pour les deux options d'extension prévues par le règlement. Ainsi, l'entité peut décider de renouveler le mandat du commissaire en cas d'un appel d'offres public pour permettre au commissaire en place d'effectuer seul le contrôle légal des comptes. L'entité peut également étendre le mandat du commissaire en place en cas d'un audit conjoint pour effectuer le contrôle légal des comptes conjointement avec d'autres commissaires (CSA, art. 3:61, §3).

Par conséquent, au terme de ces neuf ans, l'entité d'intérêt public fait face à trois alternatives. Premièrement, l'entité peut décider de ne pas renouveler le mandat du commissaire en place et procéder d'office à la nomination d'un nouveau commissaire dans le respect du droit belge et du règlement n° 537/2014 (CSPE, 2016).

Deuxièmement, l'entité peut maintenir le commissaire en place pour une durée maximale de **dix-huit ans**, soit au maximum trois mandats supplémentaires (3+3). Lorsque l'entité opte pour cette alternative, le renouvellement de ce mandat ne peut être décidé qu'après avoir effectué une procédure d'appel d'offres public au sens de l'article 17 du règlement n° 537/2014 lancée par l'organe de gestion.

Troisièmement, l'entité peut décider de maintenir le commissaire en place pour une durée maximale de **vingt-quatre ans**, soit au maximum cinq mandats supplémentaires (3+5). Si l'entité opte pour cette alternative, l'organe de gestion doit contacter plusieurs réviseurs d'entreprises qui pourraient former un collège avec le commissaire en place afin de former un collège aux conditions fixées par l'organe de gestion.

Après l'expiration des durées maximales citées ci-dessus (neuf, dix-huit ou vingt-quatre ans), l'entité doit procéder à la rotation externe et mettre fin au mandat du commissaire ou du cabinet d'audit en place.

Cependant, **à titre exceptionnel**, après l'expiration des durées maximales mentionnées, l'entité d'intérêt public peut demander une prolongation auprès du Collège de Supervision des Réviseurs d'entreprises afin de désigner le même commissaire ou collège de commissaires pour une nouvelle mission dont la durée ne peut dépasser deux ans.

Enfin, le législateur belge précise qu'un délai de viduité de quatre ans doit être respecté dans la mesure où ni le commissaire ou son cabinet d'audit ni, le cas échéant, aucun membre de son réseau dans l'Union européenne ne peut entreprendre le contrôle légal des comptes de la même EIP au cours des quatre années qui suivent la rotation externe.

Le tableau suivant résume les options soulevées en Belgique suite à la réforme de l'audit :

Définition des « EIP »	<ul style="list-style-type: none"> • Les sociétés cotées sur un marché réglementé • Les sociétés dont les valeurs mobilières sont admises aux négociations sur un marché réglementé • Etablissement de crédit • Les entreprises d'assurance et de réassurance • Organisme de liquidation
Durée minimale initiale	3 ans
Durée maximale initiale	9 ans
Option 1 : appel d'offres public	9 ans supplémentaires (18 ans au total)
Option 2 : audit conjoint	15 ans supplémentaires (24 ans au total)
Rotation interne	6 ans
Disposition transitoire	En ligne avec celles de l'UE

Tableau 4: Options adoptées en Belgique en matière de rotation externe obligatoire. Source : Code des Sociétés et des associations ,2019 et CSPE ,2016.

5.2. France

En France, il n’existait aucune mesure concernant la rotation externe des auditeurs avant la réforme de l’audit. Cependant, la France est le pays précurseur en matière d’audit conjoint depuis des dizaines d’années. En effet, la législation française se focalisait principalement sur l’obligation du co-commissariat aux comptes dans le but de renforcer l’indépendance des auditeurs externes. Cette mesure a été introduite en France pour la première fois par la loi du 24 juillet 1966 réformant le droit des sociétés commerciales (Frémeaux, 2009).

Cette obligation est mise en place exclusivement pour les entités tenues de publier des comptes consolidés, comme l’exige l’article 823-2 du Code de commerce : « Les personnes et les entités astreintes à publier des comptes consolidés désignent au moins deux co-commissaires aux comptes ».

Selon la norme d’exercice professionnel (NEP) 100 définissant les principes de l’exercice du co-commissariat, une répartition équilibrée des travaux nécessaires à la réalisation de l’audit des comptes doit être effectuée sur la base de critères quantitatifs (tels que le volume d’heures de travail estimé nécessaire à la réalisation de ces travaux) et qualitatifs (comme l’expérience ou la qualification des membres des équipes d’audit).

La législation française est très stricte quant au respect de cette disposition puisque tout dirigeant qui ne satisferait pas à cette obligation légale s’exposerait à une sanction susceptible d’aller jusqu’à deux ans d’emprisonnement et 30.000 € d’amende selon les termes de l’article 820-4 du Code de commerce.

En outre, il existe également l’obligation d’une rotation interne du responsable signataire de la mission d’audit au bout de six années de mandat comme le prévoit l’article 822-14 du Code de commerce. De plus, cet article précisait un délai de viduité de deux ans durant lequel le commissaire aux comptes ne pouvait participer à nouveau à une mission de contrôle légal des comptes d’une même entité suite à la rotation interne. Cette mesure a été mise en place suite à la directive européenne de 2006 qui exigeait une rotation interne des partenaires d’audit après sept ans au maximum.

Le tableau de la page suivante résume les différentes options soulevées en matière de rotation externe en France.

Définition des « EIP »	<ul style="list-style-type: none"> • Entités dont les titres sont cotés sur un marché réglementé d'un Etat membre UE ; • Etablissements de crédit ; • Sociétés d'assurance et de réassurance ; • Institutions de prévoyance ; • Les mutuelles et unions de mutuelles ; • Lorsque le total de leur bilan consolidé ou combiné excède un seuil fixé par décret : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les compagnies financières holdings dont l'une des filiales est un établissement de crédit ; ○ Les compagnies financières holdings mixtes dont l'une des filiales est une entité d'intérêt public ; ○ Les sociétés de groupe d'assurance ; ○ Les sociétés de groupe d'assurance mutuelle ; ○ Les unions mutualistes de groupe ; ○ Les sociétés de groupe assurantiel de protection sociale.
Durée minimale initiale	6 ans
Durée maximale initiale	10 ans (+ délais de viduité de 4 ans)
Option 1 : appel d'offres public	6 ans supplémentaires
Option 2 : audit conjoint	14 ans supplémentaires
Rotation interne	6 ans (+ délai de viduité de 3 ans)
Disposition transitoire	En ligne avec celles de l'UE

Tableau 5: Options adoptées en France en matière de rotation externe obligatoire. Source : Code de Commerce, 2016.

Suite à la réforme de l'audit, la nouvelle législation française a introduit l'obligation d'une rotation externe des cabinets d'audit tous les dix ans. Une prolongation d'une durée supplémentaire de six ans (soit une durée maximale de seize ans au total) pour le mandat du commissaire est autorisée en cas d'appel d'offres public au bout des dix années (Code de Commerce, L823-3-1).

Dans le cas d'un audit conjoint, le mandat du commissaire peut être renouvelé pour une période supplémentaire de quatorze ans, soit pour une durée maximale des mandats consécutifs de vingt-quatre ans au total. Après l'expiration des durées maximales citées précédemment (dix ans, seize ans ou vingt-quatre ans), la société doit procéder à la rotation externe du commissaire et désigner un autre cabinet d'audit.

5. 3. Italie

L'Italie est le seul État membre de l'UE dans lequel les deux types de rotation des auditeurs coexistent depuis des dizaines d'années.

La rotation obligatoire des cabinets d'audit a été introduite en 1975 par le décret présidentiel n° 136/1975. Pour les sociétés cotées en bourse, ce décret exigeait qu'une mission d'audit ne pouvait durer plus de trois ans au maximum et que cette dernière pouvait être renouvelée deux fois (3+3+3), limitant ainsi la durée d'audit légal des comptes à neuf ans au maximum pour le même cabinet d'audit au sein d'une société cotée. Après cette période, un délai de viduité de cinq ans était également imposé pour qu'un cabinet d'audit puisse à nouveau contrôler la même société (trad. de EY, 2015).

En 2003, suite à l'affaire Parmalat qui est l'un des scandales financiers le plus connus en Europe, le législateur italien a renforcé le cadre juridique de l'audit légal des comptes en 2005 en introduisant pour la première fois la rotation interne des partenaires d'audit tous les six ans ainsi qu'un délai de viduité de trois ans (trad. de EY, 2015).

En 2010, un autre décret transposant la directive 2006/43/UE a été introduit en Italie. Ce décret exigeait une durée maximale de neuf ans pour le mandat d'un commissaire ou d'un cabinet d'audit ainsi qu'une rotation des partenaires d'audit tous les sept ans avec une période de viduité de trois ans (trad. de EY, 2015).

Le tableau suivant résume les différentes options soulevées en matière de rotation externe en Italie :

Définition des « EIP »	<ul style="list-style-type: none"> • Les sociétés italiennes émettant des valeurs mobilières sur les marchés réglementés italiens et européens ; • Les banques ; • Sociétés d'assurance et de réassurance ; • Sociétés non cotées émettant des instruments financiers sur des marchés règlementés • Sociétés de gestion des marchés réglementés ; • Sociétés de gestion des systèmes de compensation et de garantie ; • Sociétés centralisées de gestion des instruments financiers ; • Sociétés de négoce de titres ; • Sociétés de gestion d'actifs ; • Sociétés d'investissement à capital variable ; • Les établissements de paiement en vertu de la directive CE 2009/64 ; • Institutions de monnaie électronique ; • Intermédiaires financiers.
Durée maximale initiale	9 ans (+ délai de viduité de 4 ans)
Option 1 : appel d'offres public	Non
Option 2 : audit conjoint	Non
Rotation interne	7 ans (+ délais de viduité de 3 ans)
Disposition transitoires	Pas d'application

Tableau 6 : Options adoptées en Italie en matière de rotation externe obligatoire. Source : Mazars ,2016, et site internet officiel du Consob.

Suite à la réforme de l'audit, étant donné qu'il existait déjà un système de rotation externe obligatoire des cabinets d'audit, le législateur italien n'a pas apporté de grands changements dans la réglementation de l'audit légal des comptes après la transposition des nouvelles législations européennes.

D'après le tableau précédent, nous pouvons conclure que la durée de mandat du commissaire est toujours maintenue à neuf ans. Ce délai est à la fois un minimum et un maximum. De plus, une période de viduité de quatre ans est imposée pour permettre au même cabinet d'audit d'effectuer à nouveau le contrôle légal des comptes de la même EIP.

Puisque la rotation externe obligatoire était déjà mise en place par le législateur italien, les dispositions transitoires édictées par l'article 41 du règlement ne sont pas d'application pour l'Italie.

5.4. Pays-Bas

En décembre 2012, les Pays-Bas ont réformé la loi sur la surveillance des cabinets d'audit (*Wet toezicht accountantorganisaties*) qui imposait une période de rotation de huit ans aux cabinets d'audit et une limitation des services non liés à l'audit. Ces deux restrictions ont été mises en place par la législation néerlandaise afin de renforcer l'indépendance de l'auditeur externe et, par conséquent, la qualité de l'audit.

Un second objectif était d'accroître la concurrence sur le marché néerlandais de l'audit en offrant plus d'opportunités aux cabinets d'audit de plus petite taille. La date d'entrée en vigueur de la rotation obligatoire des entreprises était le 1^{er} janvier 2016 tandis que l'entrée en vigueur des services non-audit interdits était le 1^{er} janvier 2013.

Ces restrictions s'appliquaient aux entités d'intérêt public néerlandaises comprenant les sociétés constituées aux Pays-Bas étant cotées sur un marché réglementé de l'UE ainsi que les banques, les établissements de crédit centraux, les assureurs ayant leur siège aux Pays-Bas et les entités appartenant à certaines catégories désignées par le Ministère des Finances.

Les sociétés qui avaient eu le même auditeur pendant huit années consécutives au 1^{er} janvier 2016 devaient changer de cabinet d'audit avant cette date en respectant un délai de viduité de deux ans. De plus, la législation néerlandaise avait mis en place la rotation obligatoire des partenaires d'audit après une période de sept ans en vertu de la directive européenne de 2006.

Suite à la réforme de l’audit, le législateur néerlandais a adapté sa nouvelle loi sur la surveillance des cabinets d’audit (*Wet toezicht accountantorganisaties*) en s’alignant sur les règles européennes qui sont moins strictes en ce qui concerne la période de rotation externe.

Nous constatons donc que le législateur néerlandais exige une période de rotation externe de dix ans et non de huit ans, contrairement à ce qui était prévu avant la réforme de l’audit. De plus, la période de rotation interne du responsable d’audit est désormais de cinq ans et non de sept ans contrairement à ce qui était également prévu avant la réforme de l’audit.

Le tableau suivant résume les options soulevées aux Pays- Bas suite à la réforme de l’audit.

Définition des « EIP »	<ul style="list-style-type: none"> • Sociétés dont les valeurs mobilières sont admises aux négociations sur un marché réglementé ; • Banques ; • Etablissements de crédit central ayant leur siège social aux Pays-Bas ; • Sociétés d'assurance ; • Entreprises, institutions ou organismes public appartenant à l’une des catégories désignées conformément à l’article 2 de la WTA.
Durée minimale initiale	1 an
Durée maximale initiale	10 ans
Option 1 : appel d'offres public	Non
Option 2 : audit conjoint	Non
Rotation interne	5 ans (+ délai de vuidité de 3 ans)
Dispositions transitoire	En ligne avec celles de l’UE

Tableau 7: Options adoptées aux Pays-Bas en matière de rotation externe obligatoire. Source : Mazars, 2016 et « *Wet toezicht accountantsorganisaties* ».

5.5. Luxembourg

Suite à la réforme de l'audit, le Grand- Duché de Luxembourg a opté pour une durée de mandat du commissaire d'un an au minimum ainsi qu'une durée des mandats successifs de 10 ans (Art.51, loi du 23 juillet 2016).

Le législateur luxembourgeois permet également le renouvellement de mandat du commissaire en place en cas d'appel d'offres public, pour une période supplémentaire de dix ans. De plus, le législateur luxembourgeois impose une rotation interne au bout de sept ans et un délai de viduité de trois ans pour le responsable de l'audit.

Le tableau suivant résume les options soulevées au Luxembourg suite à la réforme de l'audit.

Définition des « EIP »	<ul style="list-style-type: none">• Etablissement de crédit ;• Sociétés d'assurance et de réassurance ;• Sociétés cotées sur un marché réglementé
Durée minimale initiale	1 an
Durée maximale initiale	10 ans (+ délais de viduité de 4 ans)
Option 1 : appel d'offres public	10 ans supplémentaires (20 ans au total)
Option 2 : audit conjoint	Non
Rotation interne	7 ans (+ délai de viduité de 3 ans)
Disposition transitoire	En ligne avec celles de l'UE

Tableau 8: Options adoptées au Luxembourg en matière de rotation externe obligatoire. Source : Mazars ,2016 et loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

5.6. Espagne

Le tableau suivant résume les options soulevées en Espagne suite à la réforme de l'audit. Les explications de ce tableau se trouvent à la page suivante.

Définition des « EIP »	<ul style="list-style-type: none"> • Entités émettant des titres sur des marchés secondaires ; • Institutions de crédit ; • Sociétés d'assurance ; • Etablissements de paiement ; • Etablissement de monnaie électronique ; • Sociétés d'investissement et les organismes de placement collectif comptant au moins 5000 clients pendant 2 années consécutives ; • Fonds de pension ; • Entités qui, pendant deux années consécutives, ont : <ul style="list-style-type: none"> - un chiffre d'affaires net de plus de 2 000 000 000 € ; et - un effectif moyen de plus de 4 000 employés ; - Groupes d'entreprises dont la société mère est l'une des entités ci-dessus.
Durée maximale initiale	10 ans
Option 1 : appel d'offres public	Non
Option 2 : audit conjoint	4 ans supplémentaires (14 ans au total)
Rotation interne	5 ans (+ délai de viduité de 3 ans)
Disposition transitoire	En ligne avec celles de l'UE

Tableau 9: Options adoptées en Espagne en matière de rotation externe obligatoire. Source : KPMG, 2015.

De 1988 à 1995, l'Espagne a connu une loi qui fixait la durée maximale d'un mandat du commissaire aux comptes à neuf ans. Un mandat de trois ans au minimum avait également été prévu dans la législation espagnole. Malgré cette loi, la rotation des auditeurs n'a, en réalité, pas été obligatoire pour les entreprises puisque la loi n'est entrée en vigueur que pour une période de sept ans (Vander Cruyssen, 2014).

Suite à la réforme de l'audit, le législateur espagnol a opté pour le maintien d'une durée de mandat de trois ans ainsi qu'une durée maximale des mandats consécutifs de dix ans. Les entités espagnoles seront contraintes de désigner un nouveau cabinet d'audit au terme de neuf ans, puisque la durée d'un mandat est de trois ans ; l'entité espagnole ne peut renouveler le mandat du commissaire en place plus de deux fois et ainsi atteindre une durée maximale des mandats consécutifs de dix ans.

De plus, le législateur espagnol permet le renouvellement de mandat du commissaire seulement en cas d'audit conjoint. Cette unique option permet le renouvellement pour une durée supplémentaire de quatre ans.

5.6. Tableau récapitulatif

Pays	Définition d'EIP en fonction de l'UE ?	Durée minimum initiale	Durée maximum initiale	Option 1 : appel d'offres public	Option 2 : audit conjoint	Durée totale maximum des mandats consécutifs
Allemagne	Oui	1 an	10 ans	10 ans	14 ans	20 ans ou 24 ans
Autriche	Non	1 an	10 ans	Non	Non	10 ans
Belgique	Non	3 ans	9 ans	9 ans	15 ans	18 ou 24 ans
Bulgarie	Non	1 an	7 ans	Non	Non	7 ans
Chypre	Oui	1 an	10 ans	10 ans	14 ans	20 ans ou 24 ans
Croatie	Non	1 an	10 ans	10 ans	10	20 ans
Danemark	Oui	1 an	10 ans	10 ans	14 ans	20 ou 24 ans
Espagne	Non	3 ans	10 ans	Non	4 ans	10 ou 14 ans
Estonie	Oui	2 ans	10 ans	10 ans	Non	20 ans
Finlande	Oui	1 an	10 ans	10 ans	14 ans	20 ans ou 24 ans
France	Non	6 ans	10 ans	6 ans	14 ans	16 ans ou 24 ans
Grèce	Oui	1 an	10 ans	10 ans	Non	10 ans
Hongrie	Non	1 an	10 ans	Non	Non	10 ans
Ireland	Oui	1 an	10 ans	Non	Non	10 ans
Italie	Non	9 ans	9 ans	Non	Non	9 ans
Lettonie	Non	1 an	10 ans	10 ans	Non	20 ans
Lituanie	Non	2 ans	10 ans	Non	Non	10 ans
Luxembourg	Oui	1 an	10 ans	10 ans	Non	10 ans

Pays	Définition d'EIP en fonction de l'UE ?	Durée minimum initiale	Durée maximum initiale	Appel d'offres public	Audit conjoint	Durée totale maximum des mandats consécutifs
Malte	Non	1 an	10 ans	10 ans	Non	20 ans
Pays-Bas	Oui	1 an	10 ans	Non	Non	10 ans
Pologne	Oui	2 ans	5 ans	Non	Non	5 ans
Portugal	Non	2 ans	8 ans ou 9 ans	1 an ou 2 ans	Non	9 ans ou 11 ans
Rép. Chèque	Non	1 an	10 ans	10 ans	Non	20 ans
Roumanie	Non	1 an	10 ans	10 ans	Non	20 ans
Royaume-Uni	Oui	1 an	10 ans	10 ans	Non	20 ans
Slovaquie	Non	2 ans	10 ans	10 ans	Non	20 ans
Slovénie	Oui	3 ans	10 ans	Non	Non	10 ans
Suède	Oui	1 an	10 ans	10 ans	4 ans	14 ans ou 20 ans

Tableau 10: Tableau récapitulatif des options adoptées pour l'ensemble des Etats membres de l'UE. Source : EU Statutory Audit reform, Parlement Européen, 2019.

5.6.1 Interprétations

Le tableau précédent donne une vision globale de la mise en œuvre de l'article 17 du règlement audit adopté par l'ensemble des États membres de l'UE. Ainsi, ce tableau reprend, par ordre alphabétique et pour chaque État membre, la durée initiale minimale d'un mandat et la durée initiale maximale des mandats consécutifs avant de procéder à une rotation externe obligatoire du cabinet d'audit.

Il nous informe également, pour chaque État membre, à propos des options soulevées pour l'extension de la période de rotation externe du commissaire ainsi que la durée totale maximale pendant laquelle un commissaire est autorisé à effectuer le contrôle légal des comptes d'une même EIP.

En outre, ce même tableau précise quels sont les États membres définissant les EIP selon la directive audit de 2014 et les États membres élargissant leur définition.

Nous constatons que seuls douze des vingt-huit États membres ont adopté la définition d'une EIP telle qu'établie par la législation européenne. Cette option est importante car elle définit quelles sont les entités soumises au règlement en matière de rotation externe obligatoire des cabinets d'audit. Nous retenons donc qu'il existe une grande diversité entre les États concernant les entités soumises à l'obligation de la rotation externe.

De plus, nous constatons qu'il y a une cohérence concernant la durée minimale et la durée maximale pour la mission initiale du cabinet d'audit dans l'ensemble des États membres puisque, au total, dix-sept pays ont adopté une durée initiale minimale d'un an pour un mandat et une durée initiale maximale de dix ans pour les mandats d'audit consécutifs.

Cependant, nous remarquons qu'il y a une incohérence considérable entre les États membres en ce qui concerne les options qui permettent une extension de la période de rotation externe. Nous observons qu'au total, dix-huit pays autorisent une extension des mandats par appel d'offres public sur trois périodes différentes.

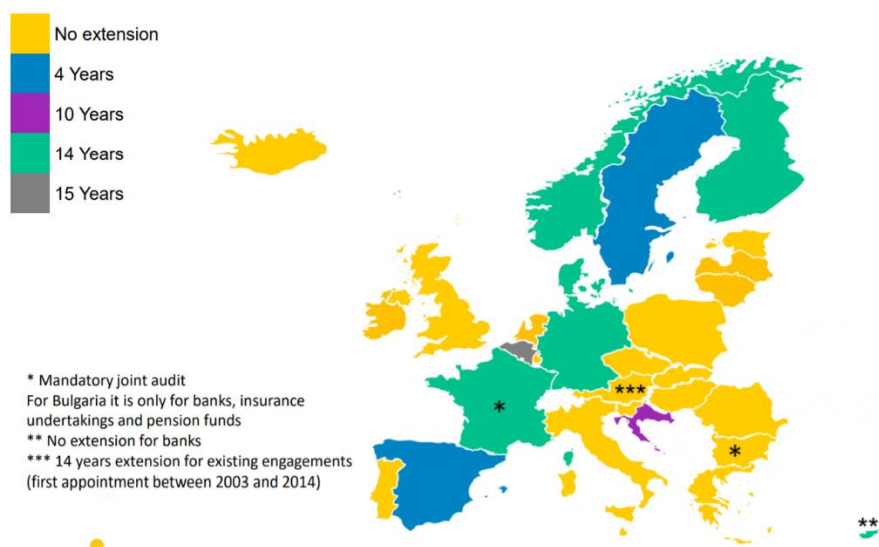
Ainsi, sur ces dix-huit pays, nous constatons que la Belgique, la France et le Portugal ont adopté une prolongation d'une durée plus courte que la prolongation de dix ans prévue par l'article 17 du règlement audit en cas d'appel d'offres public. Par ailleurs, en ce qui concerne l'extension des mandats en cas d'audit conjoint, nous observons qu'il y a, au total, neuf États membres qui l'autorisent sur quatre périodes différentes.

Selon un rapport de l'*Accountancy Europe*¹⁷ (2019) concernant l'implémentation de la directive audit de 2014 et du règlement audit, il y aurait, au total, dix-sept régimes de rotation externe obligatoire différents des cabinets d'audit dans l'ensemble de l'UE suite à la réforme de l'audit. Cela nous permet de constater que la réforme de l'audit a généré la création d'un paysage législatif européen non harmonisé en matière de rotation externe.

Les cartographies dressées par l'*Accountancy Europe* (2019) se trouvant à la page suivante illustrent de manière pertinente les divergences des options adoptées par l'ensemble des États membres en matière de rotation externe.

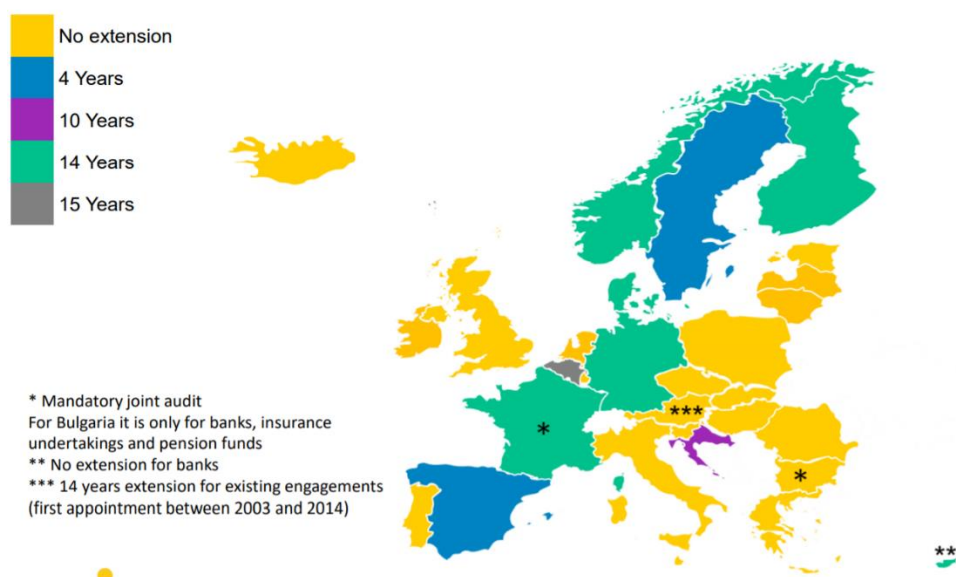
¹⁷ *Accountancy Europe* est une organisation représentative de la profession comptable en Europe rassemblant 51 organisations professionnelles de 35 États et représentant un million de comptables, auditeurs et conseillers qualifiés.

Figure 4: Cartographie - Option d'extension par appel d'offres public appliquée par les Etats membres



Source : Accountancy Europe, 2019

Figure 5: Cartographie - Option d'extension par audit conjoint appliquée par l'ensemble des Etats membres



Source : Accountancy, 2019

Cette hétérogénéité en matière de rotation externe au sein de l'Union peut poser des difficultés d'application de cette mesure dans les grands groupes qui comptent des filiales dans des États membres ayant adopté des régimes très différents.

Le Centre d'information du révisorat d'entreprises (ci-après « ICCI ») indique que selon les questions-réponses publiées par l'*European Contact Group* (ci-après « ECG »), dans une telle situation, il y a lieu de respecter simultanément les législations locales de tous les États membres concernés ; ce qui entraîne le principe d'**extraterritorialité**¹⁸ en sein de l'Union en matière de rotation externe (ICCI, 2016).

Les grandes sociétés confient généralement l'audit légal de leurs comptes à un seul cabinet d'audit appartenant à un réseau représenté à l'échelle internationale afin de garantir une efficacité et une homogénéité des processus d'audit. L'introduction de la rotation externe obligatoire aux EIP situées dans l'UE peut donc également avoir un effet sur ces filiales.

L'application de la rotation externe dans les grands groupes dont les filiales sont considérées comme des EIP et qui sont établies dans différents États membres est très complexe. En effet, les périodes de rotation externe et les options d'extension ne sont pas identiques dans ces différents États. Or, rappelons que chaque législation locale doit être respectée. Dans une telle situation, les grandes sociétés doivent donc restreindre la période de rotation à la période la plus courte si elles poursuivent l'objectif d'un audit confié à un seul cabinet d'audit.

Nous pouvons illustrer cette problématique en prenant le premier exemple suivant : une banque de droit néerlandais qui est la société-mère a une filiale bancaire en Belgique. Dans ce cas-ci, nous sommes confrontés à des périodes de rotation externe différentes pour chaque État membre. En effet, tel que cité précédemment, aux Pays-Bas, le délai de rotation est de dix ans sans aucune possibilité d'extension, les mandats ayant une durée d'un an. Cependant, en Belgique, les mandats de commissaires sont de trois ans et la rotation est obligatoire après neuf ans (trois mandats consécutifs) avec une possibilité de renouvellement du mandat du commissaire en cas d'appel d'offres ou en cas d'audit conjoint.

Au bout de la neuvième année, aux Pays-Bas, le mandat du commissaire peut être renouvelé une dernière fois pour une durée d'un an étant donné qu'il n'y a pas de possibilité d'extension dans la législation néerlandaise.

¹⁸ L'extraterritorialité est l'application du droit national d'un État en dehors de son territoire et consiste réciproquement, pour un État, à laisser s'exercer l'autorité d'un État étranger sur une partie de son territoire.

En Belgique, au terme de cette période, le mandat du commissaire en place peut être renouvelé pour une durée de trois ans à condition que la société EIP belge procède à un appel d'offres public ou fait appel à plusieurs commissaires pour former un collège de commissaires (audit conjoint).

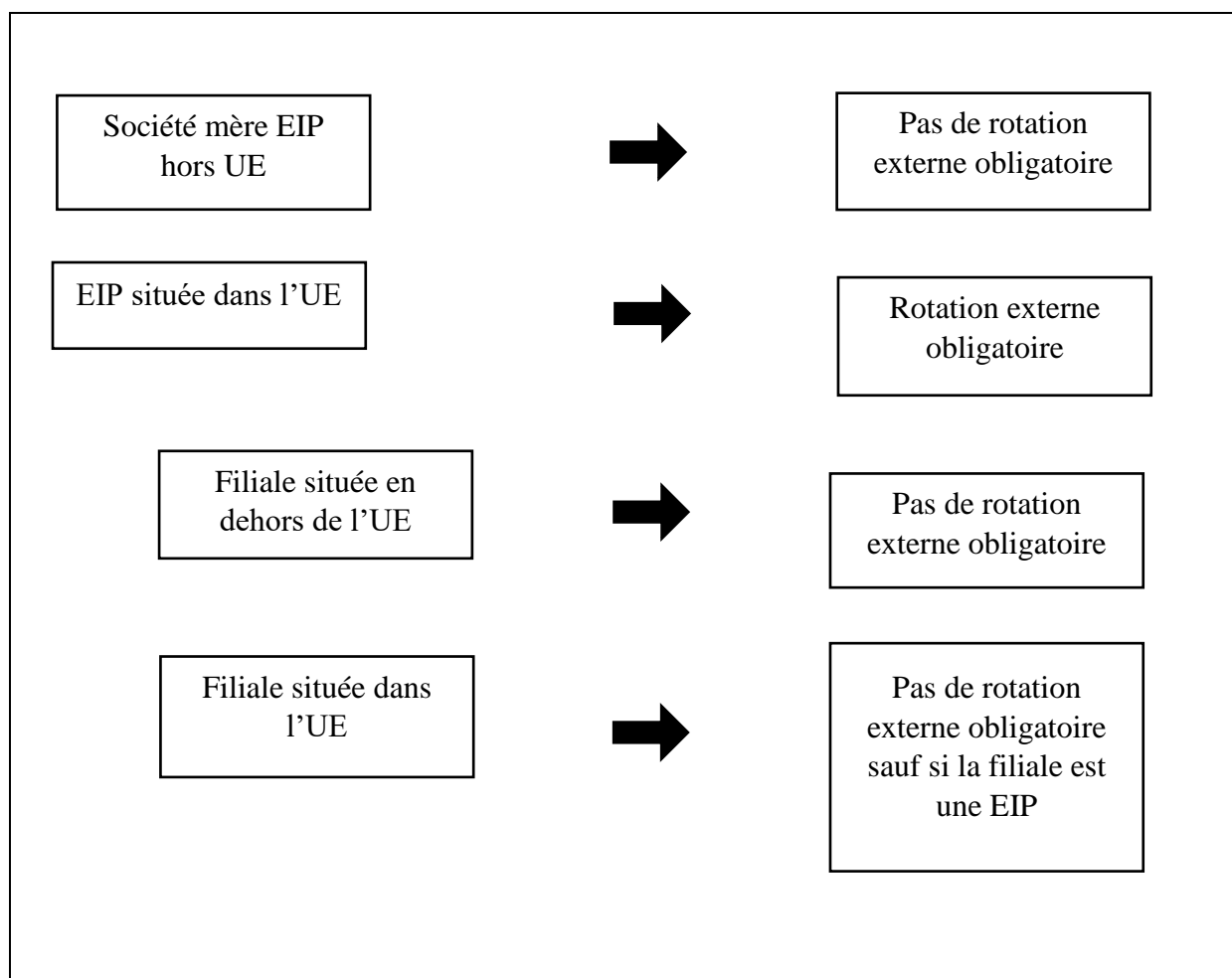
Si la société bancaire néerlandaise souhaite qu'un même réseau de cabinet d'audit contrôle ses comptes (ce qui est le cas pour la plupart des grandes sociétés), elle doit appliquer une règle plus stricte et donc exiger la cessation du mandat du commissaire, tant aux Pays-Bas qu'en Belgique, au terme de la neuvième année en vue de désigner, par la suite, un autre cabinet d'audit.

Nous pouvons également illustrer cette problématique en prenant le second exemple suivant : une société bancaire de droit belge a une filiale bancaire en Italie. Dans ce cas-ci, nous sommes également confrontés à des périodes différentes de rotation externe. En Italie, la durée d'un mandat du commissaire est de neuf ans et le délai de la rotation externe est également fixé à neuf ans, sans aucune possibilité d'extension de mandat du commissaire en place.

Si la société bancaire de droit belge souhaite qu'un même réseau de cabinet d'audit puisse contrôler ses comptes nationaux et étrangers, elle doit procéder à une rotation externe du cabinet d'audit en place au bout de neuf ans, tant en Belgique qu'en Italie, et ainsi désigner un autre cabinet d'audit pour l'ensemble du groupe bancaire.

La société EIP belge est donc contrainte à ne pas pouvoir renouveler le mandat de l'auditeur externe en place comme l'autorise la législation belge.

Finalement, nous pouvons résumer schématiquement les différentes situations de la manière suivante :



Source : ICCI, 2016.

6. ETUDE QUALITATIVE

Après avoir analysé les différents régimes de la rotation externe dans plusieurs pays européens, il convient d'apporter une réponse aux différentes hypothèses relatives à la rotation externe ainsi que les autres mesures qui y sont liées, toutes émises dans la première partie de ce mémoire.

Ce chapitre contient une analyse des opinions des différents professionnels interrogés ainsi qu'une analyse personnelle qui permettront de répondre aux différentes hypothèses formulées.

Notons que pour des raisons de confidentialité, l'anonymat des personnes interrogées sera assuré dans ce chapitre.

6.1. La rotation externe des cabinets d'audit améliore-t-elle l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?

La majorité des intervenants affirme que la rotation externe obligatoire n'améliore pas l'indépendance du commissaire aux comptes. Ceux-ci avancent qu'il y avait, avant 2016, des règles d'indépendance assez strictes et avancées. Par conséquent, il n'était pas nécessaire d'instaurer d'autres mesures d'indépendance. Une des personnes interrogées insiste sur le fait que « l'indépendance est un état d'esprit qu'une disposition juridique ne pourra jamais garantir ».

Un intervenant admet que cette disposition améliore l'indépendance d'apparence du commissaire. Il illustre cette affirmation en donnant l'exemple des sociétés non soumises à cette obligation mais qui voient tout de même d'un bon œil cette nouvelle mesure et qui réfléchissent sur l'idée de changer l'auditeur car cela leur semble être une bonne solution pour garantir l'indépendance du commissaire. Cependant, cet intervenant ajoute que cette mesure n'a pas d'impact positif sur l'indépendance réelle du commissaire et qui, selon lui, est l'une des conditions obligatoires pour la qualité de l'audit.

La majorité des intervenants affirme également que l'obligation de la rotation externe n'améliore pas la qualité de l'audit. Certains intervenants appuient leurs propos par le constat que la rotation interne obligatoire, qui existait depuis l'adoption la directive européenne de 2006, suffisait à contribuer à la qualité de l'audit. De plus, ils sont unanimes sur le fait que cette rotation obligatoire contribue à une perte des connaissances du commissaire ce qui entraîne, *de facto*, une diminution de la qualité de l'audit durant les deux premières années de la mission d'audit.

Les intervenants expliquent cela par le fait qu'après une rotation externe, il faut du temps pour connaître et comprendre le business d'une nouvelle société ; le commissaire et son équipe d'audit sont donc dans une phase d'apprentissage qui demande un investissement important de temps et de travail. Les personnes interrogées admettent donc que ces deux premières années représentent un risque considérable sur la qualité du contrôle légal des comptes.

Toutefois, deux des personnes interrogées pensent que cette mesure peut, **très marginalement**, améliorer la qualité de l'audit car cette mesure apporterait un regard neuf à la mission d'audit. En effet, une de celles-ci affirme que « la rotation permet peut-être d'éviter de s'installer dans une espèce de routine de l'audit et, en ce sens, d'améliorer la qualité de l'audit puisqu'un regard nouveau est posé sur le dossier ».

6.2. Les coûts liés à la rotation des cabinets d'audit sont-ils plus élevés par rapport à ses bénéfices potentiels ?

Sur base des réponses obtenues auprès des intervenants pour la question précédente, nous retenons que la rotation externe obligatoire a comme avantage d'améliorer l'indépendance d'apparence du commissaire aux comptes à l'égard des membres de l'organe d'administration d'une entité auditée ainsi que d'apporter un regard neuf à la mission d'audit.

Toutefois, la plupart des intervenants déclare que la rotation obligatoire externe engendre, pour leur cabinet d'audit, une perte de mandats mais également un gain de nouveaux mandats. Certains de ceux-ci expliquent qu'ils font face à une rotation élevée de clients importants mais qu'en même temps, ils doivent mettre en place de nouveaux audits très complexes pour de nouveaux clients de grande taille qui nécessitent des ressources importantes.

Premièrement, comme cité précédemment, la majorité de notre panel nous indique que la rotation externe obligatoire engendre un investissement important pour les cabinets d'audit. Cette mesure entraîne inévitablement une surcharge de travail pour les commissaires puisqu'ils consacrent considérablement plus de temps dans la connaissance des nouvelles sociétés auditées afin de limiter les risques durant les deux premières années et de garantir une qualité suffisante de l'audit.

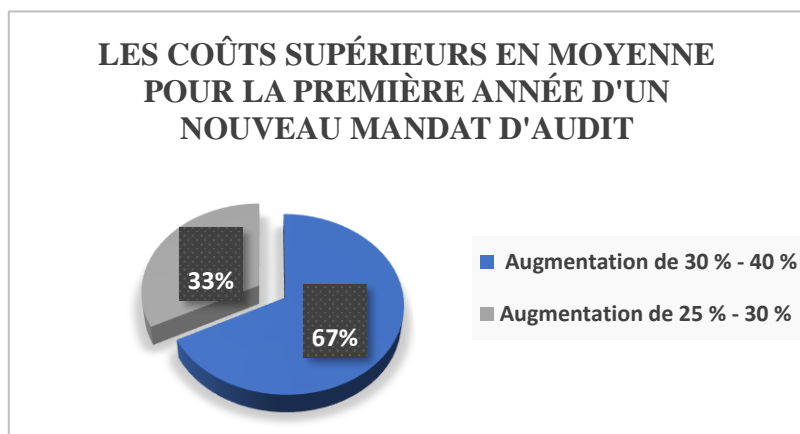
De plus, un des intervenants nous indique que la rotation externe engendre un investissement important dans les démarches commerciales afin de « rester » dans le marché de l'audit, c'est-à-dire figurer parmi les quatre plus grands cabinets dominant le marché de l'audit en Belgique.

Deuxièmement, c'est sans surprise que nous constatons que la majorité de notre panel affirme que cette mesure engendre une augmentation des coûts pour les cabinets d'audit. En effet, étant donné que les commissaires et leur équipe d'audit passent de nombreuses heures supplémentaires dans la compréhension des nouveaux dossiers, des coûts considérables sont engendrés pour les cabinets d'audit.

Cependant, cette augmentation de coûts représente une perte de rentabilité pour les cabinets d'audit. Ainsi, deux de nos intervenants nous affirment que les cabinets d'audit ne facturent pas aux entités auditées les coûts additionnels causés par les heures supplémentaires durant les premières années du mandat.

Un de ces deux intervenants ajoute « qu'à partir du moment où nous passons plus d'heures sur un dossier, celui-ci devient moins rentable et, en général, nous ne facturons pas ces heures supplémentaires ». Selon quatre intervenants sur les six interrogés, la première année d'un nouveau mandat engendre, en moyenne, des coûts supplémentaires de 30% à 40% tandis que les deux autres intervenants estiment des coûts supplémentaires peuvent aller de 25% à 30%.

Figure 6: Les coûts supplémentaires en moyenne de la première année d'un nouveau mandat



D'après le graphique reproduit ci-dessus, nous pouvons constater que la majorité de notre panel d'intervenants (67%) estime que pour la première année d'un nouveau mandat d'audit, les coûts sont supérieurs de 30% à 40% en moyenne.

De plus, un des intervenants nous indique que cette mesure engendre également une augmentation des coûts pour l'entité auditée puisque le personnel du département financier consacre plus de temps dans l'explication de la structure de la société au nouveau commissaire et à son équipe d'audit.

Enfin, un des professionnels interrogés ajoute que les investissements faits par le cabinet d'audit et le client ne suffisent pas à garantir un audit de qualité élevé durant les deux premières années d'un mandat auprès d'un nouveau client. Selon ses propos, lorsque le commissaire débute un mandat auprès d'un nouveau client, il se trouve partagé entre un point positif et un point négatif : le fait d'être « nouveau », et donc plus alerte aux détails, va impacter positivement la qualité de l'audit mais le fait d'avoir un manque de connaissance de la société entraîne un risque « qu'il ne voit pas tout, tout de suite et pas correctement », ce qui va alors considérablement diminuer la qualité de l'audit.

6.3. La rotation externe obligatoire des cabinets d'audit diminue-t-elle la concentration dans le marché de l'audit ?

Comme expliqué dans la première partie de ce mémoire, l'objectif de M. Barnier (ancien commissaire chargé du marché intérieur et des services à la CE) était de dynamiser le marché de l'audit européen et promouvoir ainsi l'ouverture de ce marché aux cabinets d'audit de taille moyenne.

Cependant, les intervenants sont unanimes sur le fait que la rotation externe obligatoire des cabinets d'audit n'est pas une mesure qui parviendra à améliorer la concurrence dans le marché de l'audit. Ils s'accordent sur le fait qu'il n'y aura pas de cassure de monopole des *Big 4* étant donné que l'investissement requis par cette mesure est trop important ; les petits cabinets ne peuvent tenir le rythme des rotations externes et participer aux appels d'offres émis par les entités auditées. A contrario, ils affirment que cette mesure contribue à l'effet contraire de l'objectif de la CE, c'est-à-dire à une concentration plus élevée des *Big 4* dans le marché de l'audit des grandes sociétés.

Un des intervenants explique que les grands cabinets sont présents dans beaucoup plus de secteurs d'activité que les cabinets de taille moyenne (ou de petite taille). Il insiste sur le fait que pour participer aux appels d'offres, le cabinet d'audit doit prouver une expérience dans le secteur d'activité en question, ce qui empêche d'office les petits cabinets d'y participer.

De plus, la plupart explique qu'en général, une grande EIP veut le même auditeur pour l'ensemble du groupe. Elle recherche donc un auditeur ayant une grande couverture géographique là où ses filiales se trouvent et un auditeur qui a les compétences adéquates, c'est-à-dire une couverture technique pour pouvoir auditer les problématiques spécifiques de l'entreprise et pour répondre aux besoins des clients, ce qui concerne les plus grands cabinets d'audit en Belgique.

Toutefois, un des réviseurs d'entreprises estime que la rotation externe obligatoire peut ouvrir le marché de l'audit à la concurrence. Il justifie ses propos en expliquant que cette mesure est une opportunité pour son cabinet d'audit qui pourrait devenir un des partenaires de choix pour les *Big 4* lorsqu'ils seront amenés à créer de nouveaux collègues pour assurer la rotation externe étant donné la taille de son cabinet (taille moyenne d'envergure nationale et faisant partie d'un réseau international).

6.4. La rotation interne améliore-t-elle l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?

La plupart des intervenants affirme que la rotation interne de l'associé responsable permet d'éviter le risque de familiarité avec le client et considère cette mesure comme un bon gage d'indépendance de l'auditeur.

En ce qui concerne la qualité de l'audit, ils sont unanimes pour dire que cette mesure améliore la qualité de l'audit dans le sens où le nouvel associé amène un nouveau regard sur le dossier tout en bénéficiant de l'expérience de l'associé sortant et de l'équipe d'audit.

Cependant, deux des intervenants déclarent que la rotation interne n'améliore pas l'indépendance du commissaire compte tenu du fait qu'ils estiment que l'indépendance est un état d'esprit et une éthique personnelle qui ne peut être réglementée. Un de ceux-ci ajoute que la rotation obligatoire, qu'elle soit interne ou externe, ne vise que l'indépendance d'apparence du commissaire perçue par les tiers qui rassure le marché et les membres des organes de gestion.

Par ailleurs, la majorité de notre panel d'intervenants s'accorde sur le fait que la rotation interne obligatoire est plus efficace que la rotation externe obligatoire. Ils appuient leurs propos par le fait que cette mesure permet d'éviter les risques de perte de connaissances et d'expériences lors d'une nouvelle mission. En effet, lorsque le commissaire débute une nouvelle mission suite à la rotation interne, il peut se baser sur l'expérience de son confrère sortant ainsi que sur celle de l'équipe d'audit. Cela permet donc de ne pas perdre les connaissances liées au client.

Par conséquent, selon les professionnels interrogés, la rotation interne a comme bénéfice d'apporter un regard neuf à la mission d'audit et risque moins de ne pas identifier les éléments importants lors d'une mission. Ce risque étant plus élevé suite à une rotation externe, ils estiment que la rotation interne est plus efficace.

6.5. L'audit conjoint améliore-t-il l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?

La majorité des professionnels interrogés affirme que l'audit conjoint n'a pas d'impact positif sur l'indépendance des commissaires ainsi que sur la qualité de l'audit. A contrario, ils déclarent que, d'après leurs expériences, cette pratique est une source d'inefficacité car elle requiert beaucoup d'investissements liés à la coordination et aux revues respectives.

Ils ajoutent également qu'il y a beaucoup de concurrence entre les commissaires. De ce fait, cette pratique est une source de tension entre les participants et les membres du collège car cela risque, *in fine*, de dégrader la relation entre le client et l'un des commissaires dans la mesure où le client peut facilement se positionner avec un membre du collège contre l'autre.

Enfin, un des professionnels interrogés précise que, selon lui, les collèges entre un grand cabinet et un petit cabinet ne fonctionnent pas car « le petit cabinet d'audit a souvent des rubriques non stratégiques à auditer tandis que le grand cabinet d'audit se réserve les rubriques sensibles ». Il ne s'agit donc pas, selon cet intervenant, d'un type de collège qui « marche ».

6.6. Analyse personnelle

En ce qui concerne la première hypothèse affirmant que « la rotation externe des cabinets d'audit n'améliore pas l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit », nous ne pouvons pas totalement la confirmer.

Sur base des arguments des intervenants, nous retenons que la rotation externe des cabinets d'audit améliore l'indépendance d'apparence mais pas l'indépendance réelle de l'auditeur. En effet, nous partageons l'avis d'un des réviseurs d'entreprises de notre panel qui déclare que l'indépendance réelle est un état d'esprit qu'une mesure politique ne peut garantir.

Nous tenons également à ajouter que la rotation externe obligatoire supprime radicalement un lien étroit créé au fil du temps entre le cabinet d'audit et la société auditée, ce qui assure, de nouveau, l'indépendance d'apparence de l'auditeur puisque l'existence d'un lien très intime entre ces deux parties est perçue par les utilisateurs des états financiers comme étant une menace compromettant l'indépendance de l'auditeur, ce qui ne suscite pas leur confiance. Nous pensons donc que la rotation externe est une mesure qui pourrait susciter la confiance des tiers.

En outre, nos recherches nous permettent d'affirmer que la rotation externe obligatoire n'améliore pas la qualité de l'audit mais tend plutôt à la diminuer durant les deux premières années du mandat. En effet, d'après les opinions des réviseurs d'entreprises analysées précédemment, un des arguments importants avancé contre cette mesure est la perte des connaissances spécifiques liée à un client qui représente un risque considérable pesant sur la qualité de l'audit et qui nécessite, *de facto*, une surcharge de travail par heures supplémentaires afin de garantir un audit de qualité suffisante.

Toutefois, nous retenons que la rotation externe obligatoire amène un regard neuf à la mission d'audit légal, ce qui est bénéfique pour la qualité de l'audit. Cependant, nous pensons que ce bénéfice est moins important par rapport aux risques entraînés par cette mesure.

Nous tenons également à ajouter que la majorité des intervenants estiment qu'il n'était pas nécessaire d'introduire la rotation externe obligatoire en Europe, et plus particulièrement en Belgique, car il existait déjà de nombreuses règles d'indépendance.

En effet, ils font notamment référence à la rotation interne des associés principaux au sein d'un cabinet d'audit qui existe en Belgique depuis 2008 suite à l'adoption de la directive européenne de 2006. Ils font également référence à la règle du *one-to-one*, une règle légale belge qui permet d'éviter certains conflits d'intérêts garantissant l'indépendance du commissaire et du cabinet d'audit.

En ce qui concerne la deuxième hypothèse affirmant que « les coûts liés à la rotation des cabinets d'audit sont plus élevés par rapport à ses bénéfices potentiels », nous pouvons la confirmer. En effet, nous pensons que les coûts engendrés par la rotation externe obligatoire sont plus élevés que les bénéfices qu'elle est susceptible d'apporter.

Tout d'abord, nous retenons que la rotation externe obligatoire a comme bénéfices l'amélioration de l'indépendance d'apparence de l'auditeur ainsi que l'apport d'un regard neuf à la mission d'audit légal, comme nous l'indiquons ci-dessus.

Ensuite, nous tenons à insister sur le fait que les intervenants de notre panel sont unanimes pour dire que cette mesure est très coûteuse. En effet, ils estiment, en moyenne, des coûts supplémentaires de 30% à 40% durant la première année de mandat dans une nouvelle entité.

L'augmentation des coûts engendrée par la rotation externe s'explique par le fait que cette mesure requiert un investissement important de temps et de travail puisque le commissaire et son équipe d'audit passent considérablement plus de temps dans la connaissance d'un nouveau client pour limiter les risques liés au manque de connaissance et d'expérience spécifique pesant sur la qualité de l'audit durant les premières années de mandat.

Cette hypothèse se vérifie à l'échelle européenne puisque les résultats d'une enquête menée par le Parlement européen (2019) révèlent que les cabinets d'audit ont connu une augmentation du nombre d'heures d'audit après la réforme. Cela s'explique notamment par le fait qu'ils audient de nouveaux clients faisant partie d'un groupe multinational suscitant ainsi des coûts plus élevés en terme de coordination entre les filiales et en raison de contacts plus intenses entre le commissaire et le comité d'audit.

En outre, nous précisons que les professionnels interrogés insistent sur le fait que les coûts supplémentaires supportés par le cabinet d'audit en début de mandat ne sont pas ajoutés aux honoraires payés par l'entité auditée. Nous remarquons tout de même, à l'échelle européenne, une évolution positive de la moyenne des honoraires d'audit payés par les entités de 2013 à 2017 (Parlement européen, *EU Statutory Audit Reform*, p. 36, 2019).

En ce qui concerne la troisième hypothèse énonçant que « la rotation externe des cabinets d'audit ne diminue pas la concentration dans le marché de l'audit », nous ne pouvons pas vraiment l'affirmer. Nous constatons que la majorité des réviseurs d'entreprises interrogés sont fermement unanimes sur le fait que cette mesure ne diminue pas la concentration du marché de l'audit des grandes entités dominé par les « Big 4 ». A contrario, ils affirment que la rotation externe obligatoire va augmenter cette concentration.

En effet, nous notons également que les cabinets d'audit de petite et de moyenne taille n'ont pas les ressources internes adéquates ainsi qu'une couverture géographique présente à l'échelle internationale pour être en mesure d'auditer les grands groupes qui désirent, en général, le même cabinet d'audit pour l'ensemble du groupe.

Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de confirmer que la rotation externe obligatoire des cabinets d'audit va augmenter la concentration des « Big 4 » dans le marché de l'audit puisque l'étude du Parlement européen (2019) indique une légère diminution de la part de marché des « Big 4 » dans le marché de l'audit des EIP en Europe, qui est de plus ou moins 91,2% pour la période de 2013 à 2015 et de 89,8% en 2017 (Parlement européen, *EU Statutory Audit Reform*, p. 32, 2019).

Ces résultats se vérifient également pour la Belgique, étant donné que la part de marché des « *Big 4* » observées en 2015 était de 93,5% tandis qu'elle était de 89,65 % en 2017 (Parlement européen, *EU Statutory Audit Reform*, p. 118, 2019).

D'après cette étude, nous retenons donc qu'il n'y a pas d'important changement lié à la concentration des « *Big 4* » dans le marché de l'audit en Europe et en Belgique après la mise en œuvre de la réforme de l'audit, mais que la part de marché des « *Non-Big 4* » a légèrement augmenté en Belgique et globalement en Europe.

Après avoir fait part des résultats cités ci-dessus aux professionnels interrogés, ceux-ci estiment que la diminution de la part de marché des *Big 4* ne va pas durer dans le temps. De ce fait, ils ne prennent pas en compte les résultats de cette étude.

En effet, nous pensons qu'il est encore assez tôt pour mesurer les effets de la rotation externe sur la concentration du marché de l'audit. Toutefois, nous pensons qu'une légère augmentation de la part de marché des « *Non-Big 4* » est tout de même probable.

En effet, étant donné que le choix des auditeurs se fait par appel d'offres, certains cabinets d'audit, présents à l'échelle internationale, pourraient tenter de revoir leurs honoraires à la baisse pour obtenir de nouveaux mandats au sein d'une EIP.

En ce qui concerne la quatrième hypothèse affirmant que « la rotation interne améliore l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit, contrairement à la rotation externe », nous pouvons la confirmer. En effet, nous sommes d'avis que la rotation interne au sein d'un cabinet d'audit est une mesure suffisante pour garantir l'indépendance d'apparence de l'auditeur.

Cependant, nous ne pensons pas que cette mesure améliore l'indépendance réelle de l'auditeur, étant donné qu'il s'agit d'un état d'esprit qu'une mesure politique ne peut garantir. En outre, cette mesure a comme bénéfice d'apporter un regard neuf à la mission d'audit par le nouvel associé responsable, ce qui contribue à la qualité de l'audit puisqu'il est plus vigilant à tous les détails du dossier.

De plus, l'associé responsable peut se baser sur la connaissance et l'expérience du confrère sortant ainsi que de son équipe d'audit, ce qui limite les risques liés au manque de connaissance d'un nouveau dossier pesant sur la qualité de l'audit durant les premières années de mandat.

Par conséquent, nous pensons que la rotation interne est plus efficace pour garantir l'indépendance d'apparence de l'auditeur et pour contribuer à la qualité de l'audit.

En effet, cette mesure apporte les mêmes bénéfices que la rotation externe tout en évitant les risques qui y sont liés tels que la perte des connaissances d'un dossier et le surcroît de travail entraînant irrémédiablement une augmentation des coûts durant les premières années d'engagement.

Quant à la cinquième hypothèse se demandant si « l'audit conjoint améliore-t-il l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ? », nous ne pouvons pas complètement l'affirmer. Tout comme la majorité de nos intervenants, nous pensons que cette mesure n'améliore pas l'indépendance de l'auditeur.

En ce qui concerne la qualité de l'audit, les intervenants s'accordent sur le fait que cette mesure n'a pas d'impact positif sur la qualité de l'audit et est inefficace puisqu'elle requiert un investissement important en coordination et en revues respectives par les commissaires.

Cela complexifie le déroulement de l'audit et entraîne, *de facto*, des coûts complémentaires pour le client. Cependant, nous pensons que si la répartition du travail entre les commissaires est organisée de manière efficace, l'audit conjoint peut alors être bénéfique pour la qualité de l'audit dans la mesure où les commissaires abordent ensemble les problématiques spécifiques liées au client.

Par ailleurs, nous retenons que l'audit conjoint est une mesure considérée par les grands cabinets d'audit (qui ne sont pas des *Big 4*) comme étant une opportunité pour obtenir des nouveaux mandats d'audit au sein des grandes entités.

CONCLUSION

Ce mémoire nous a permis de déterminer l'efficacité réelle de la rotation externe introduite par la réforme européenne et de répondre à la question suivante : « ***La rotation externe obligatoire des cabinets d'audit améliore-t-elle l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?*** ».

D'une part, nous considérons que la rotation externe obligatoire des cabinets d'audit renforce l'indépendance d'apparence de l'auditeur perçue par les tiers étant donné qu'elle réduit le risque de familiarité entre le commissaire et le client mais ne renforce pas l'indépendance réelle de l'auditeur. Nous pensons que l'indépendance réelle est un état d'esprit et une éthique personnelle qu'une législation ne peut garantir ou renforcer. Or, nous insistons sur le fait que ces deux types d'indépendance sont indissociables et indispensables pour mener un audit légal de manière objective et intègre, et donc de contribuer à la qualité de l'audit.

D'autre part, nous n'estimons pas que la rotation externe obligatoire puisse améliorer la qualité de l'audit mais qu'elle risque plutôt de la diminuer. En effet, cette mesure entraîne de nombreuses menaces comme la perte des connaissances du commissaire en début de mission, ce qui augmente le risque d'erreur dans le rapport d'audit durant les premières années de mandat puisque le commissaire est dans une période d'apprentissage pour acquérir une bonne compréhension du nouveau client.

Bien que nous reconnaissons que la rotation externe obligatoire permette de réduire irrémédiablement le risque de familiarité et également d'amener un regard neuf à la mission d'audit contribuant ainsi à la qualité de l'audit, nous pensons tout de même que les menaces liées à cette mesure sont plus importantes que les bienfaits qu'elle pourrait apporter.

En outre, nous pensons qu'il est important que la profession d'auditeur légal des comptes soit en perpétuelle remise en question par les régulateurs mais nous estimons que l'introduction de la rotation obligatoire externe des cabinets d'audit par le règlement européen n° 537/2014 n'était pas nécessaire. Les réviseurs d'entreprises que nous avons eu la chance d'interroger déclarent d'ailleurs qu'il n'y avait pas de manque d'indépendance de la part du commissaire et qu'il existait déjà de nombreuses règles permettant d'assurer celle-ci.

En effet, nous pensons qu'il existait, avant l'introduction de la rotation externe obligatoire en Europe et plus particulièrement en Belgique, d'autres mesures assez efficaces comme la rotation interne des associés principaux existant depuis l'adoption la directive 2006/43/CE ainsi que la fameuse règle du *one-to-one* existant uniquement en Belgique depuis 2003.

Par ailleurs, nous constatons que l'introduction de la rotation obligatoire des cabinets d'audit a créé un paysage législatif avec un grand manque d'harmonisation et d'homogénéité au sein de l'ensemble des États membres de l'UE. En effet, nous observons une grande divergence au niveau des options d'extension adoptées par les pays européens, ce qui suscite de nombreuses contraintes pour les grandes EIP présentes dans ceux-ci. De plus, nous pensons que ce manque d'homogénéité lié à l'application de la rotation externe au sein des États membres est contraire aux objectifs de la CE consistant notamment à créer un marché de l'audit unique et harmonisé.

Lors de nos interviews, la plupart des réviseurs d'entreprises ont également exprimé leurs doutes sur le fait que la rotation obligatoire puisse permettre de diminuer la concentration des « *Big 4* » dans le marché de l'audit légal en Europe et en Belgique. Cependant, nous ne sommes pas en mesure d'être en accord avec leurs propos. Par ailleurs, nous pensons qu'il serait intéressant de se pencher sur la question et d'analyser les conséquences qui y sont liées dans quelques années, étant donné qu'il est encore tôt pour mesurer les effets de la rotation externe obligatoire sur le marché de l'audit.

En conclusion, nous pensons que la rotation obligatoire des cabinets d'audit renforce l'indépendance d'apparence de l'auditeur telle que perçue par les utilisateurs des états financiers mais nous ne sommes pas convaincus que cette mesure améliore la qualité d'un audit.

Au terme de ce mémoire, nous désirons attirer l'attention sur quelques limites de notre étude. Nous pensons que les résultats de notre étude sont à interpréter avec précaution compte tenu de la petite taille de notre panel d'intervenants et du fait que nous avons interrogé uniquement des réviseurs d'entreprises. Par conséquent, nous pensons qu'il serait également intéressant de poursuivre cette étude en analysant l'opinion des entités d'intérêt public afin de confirmer les résultats de notre étude.

BIBLIOGRAPHIE

Articles scientifiques

André, P., Broye, G., Pong, C. & Schatt, A. (2013). Are Joint Audits Associated with Higher Audit Fees?. *European Accounting Review*.

Antle, R. & B. Nalebuff. (1991). Conservatism and auditor-client negotiations. *Journal of Accounting Research*, 29, 31–54.

Arel, B., Brody, R. G., & Pany, K. (2005). Audit firm rotation and audit quality. *The CPA Journal*, 75(1), 36–39.

Ben Saad, E. & Lesage, C. (2007). *Des facteurs d'indépendance à un système d'indépendance : proposition d'une nouvelle grille d'analyse de l'indépendance de l'auditeur*.

Ben Saad, E. & Lesage, C. (2009). *Perception de l'indépendance de l'auditeur : analyse par la théorie d'attribution*.

Carcello, J. V., & Nagy, A. L. (2004). Audit firm tenure and fraudulent financial reporting. *Auditing*, 23(2), 55-69.

Casta, J. & Mikol, A. (1999). Vingt ans d'audit : de la révision des comptes aux activités multiservices. *Comptabilité - Contrôle - Audit*, tome 5(3), 107-121.

DeAngelo, L. E. (1981). Auditor size and audit quality. *Journal of Accounting and Economics* 3 (3), 183-199.

DeFond, L. & Zhang, J., (2014). A review of archival auditing research. *Journal of Accounting and Economics*, 58 (2014), 275-326.

Deng, M., Lu, T., Simunic, D.A. & YE, M. (2014), Do Joint Audits Improve or Impair Audit Quality? *Journal of Accounting Research*, 52: 1029-1060.

Dopuch, N., King, R. & Schwartz, R. (2001). An experimental investigation of retention and rotation requirements. *Journal of Accounting Research*, 39(1), 93–117.

- Evraert, S. & Trebucq. S. (2003). *Crise de confiance et information comptable : une étude empirique des réactions du marché français à l'annonce des affaires Enron et Worldcom. Identification et maîtrise des risques : enjeux pour l'audit, la comptabilité et le contrôle de gestion.*
- Ewelt-Knauer, C., Gold, A., & Pott, C. (2013). Mandatory Audit Firm Rotation: A Review of Stakeholder Perspectives and Prior Research. *Accounting in Europe*, 10(1), 27-41.
- Francis, R., Rixhard, C. & Vanstraelen, A. (2009). Assessing France's Joint Audit Requirement: Are Two Heads Better than One? *AUDITING : A Journal of Practice*. 28 (2) 35–63.
- Frémeaux, S. & Noël-Lemaître, C. (2009). Le co-commissariat aux comptes sous le prisme de la sociologie du droit : Des vertus symboliques d'une règle contestée du gouvernement d'entreprise. *Comptabilité - Contrôle - Audit*, tome 15(3), 117-140.
- Geiger, M. & Raghunandan, K. (2002). Auditor tenure and audit reporting failures. *Auditing: A Journal of Practice & Theory*, Vol. 21(1), 67-78.
- Gonthier-Besacier, N., Hottegindre, G. & Fine-Falcy, S. (2012). Les facteurs d'influence de la qualité de l'audit : Perception des préparateurs de l'information financière. *Comptabilité - Contrôle - Audit*, tome 18(2), 33-72.
- Horton, J., Livne., G. & Pettinicchio, A., (2020). Empirical Evidence on Audit Quality under a Dual Mandatory Auditor Rotation Rule. *European Accounting Review*.
- Hottegindre, G. & Lesage, C., (2007). *Un mauvais auditeur : dépendant et/ou incompetent ? étude exploratoire des motifs de condamnation des commissaires aux comptes en France.*
- Iyer, V., & Rama, D. Clients' Expectations on Audit Judgments: A Note. *Behavioral Research in Accounting*, Volume 16, 63-74.
- Johnson, E., Khurana, I., & Reynolds, J. (2002). Audit-Firm Tenure and the Quality of Financial Reports. *Contemporary Accounting Research*, 19(4), 637-660.
- Kousay, S. (2014). Mandatory Audit Firm Rotation and Audit Costs: A Survey of Auditing Firms in Bahrain. *Journal of Finance and Accounting*. Vol. 2, No. 6, 116-128.

- Kwon, S., Lim, Y., & Simnett, R. (2014). The effect of mandatory audit firm rotation on audit quality and audit fees: Empirical evidence from the Korean audit market. *AUDITING: A Journal of Practice & Theory*, 33(4), 177-195.
- Lennox, C., Wu, X., & Zhang, T. (2014). Does Mandatory Rotation of Audit Partners Improve Audit Quality? *The Accounting Review*, 89(5), 1775-1803.
- Lim, C. & Tan, H. (2010). Does auditor tenure improve audit quality ? Moderating effects of industry specialization and fee dependence. *Contemporary Accounting Research*, 27(3), 923–957.
- May, N. (2003). La chute de la maison Andersen. *Flux*, 51(1), 75-82.
- Mikol, A. (2019). Gestion comptable et financière. *Presses Universitaires de France*.
- Pigé, B. (2003). Les enjeux du marché de l’audit. *Revue Française de Gestion*, 6(147) , 87-103.
- Prat Dit Hauret, C. (2003a). L’indépendance du commissaire aux comptes : une analyse empirique fondée sur trois composantes psychologiques du comportement. *Comptabilité-Contrôle-Audit*, 31-58.
- Prat Dit Hauret, C. (2003a). L’indépendance perçue de l’auditeur. *Revue Française de Gestion*, 29(147), 105-117.
- Raiborn, C., Schorg, C., & Massoud, M. (2006). Should Auditor Rotation Be Mandatory? *The Journal of Corporate Accounting & Finance*.
- Richard, C. & Reix, R. (2002). Contribution à l'analyse de la qualité du processus d'audit : le rôle de la relation entre le directeur financier et le commissaire aux comptes. *Comptabilité - Contrôle - Audit*, tome 8(1), 151-174.
- Richard, C. (2003). L’indépendance de l’auditeur : pairs et manques. *Revue Française de gestion*, 27(147), 119-131.
- Sirois, L., Marmousez, S. & Simunic, D. (2016). Proposition d’une nouvelle approche de la relation entre la taille de l’auditeur et la qualité de l’audit : l’importance de la technologie d’audit. *Comptabilité - Contrôle - Audit*, tome 22(3), 111-144.
- Vander Cruyssen, J. (2014). La rotation des cabinets d’audit contribue-t-elle à améliorer la qualité de l’audit ? *Tax, Audit & Accountancy*, n°45, 7-16.

Vanstraelen, A. (2000) Impact of renewable long-term audit mandates on audit quality, *The European Accounting Review*, 9(3), 419–442.

Ouvrages

Acke, L., Bihain, M., Van der Elst, C. & Vermoesen, R. (2016). *Réforme européenne de l'audit et son implémentation en Belgique*. ICCI, Maklu, Anvers, Belgique.

Dries, R., Le Fevere De Ten Hove, S., Van Brussel, L. & Willekens, M. (2005). *Traité d'audit*. Intersentia. Anvers- Oxford.

Simons, P. (1987). *Audit financier*. Les Editions d'Organisation, Paris, France.

Texte Légaux, avis et normes

Europe

Commission européenne [CE]. (2011a). *Proposition de directive du parlement européen et du conseil modifiant la directive 2006/43/ce concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés*.

Commission européenne [CE]. (2011b). *Proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public*.

Directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006, concernant les contrôles légaux des comptes annuels et consolidés, modifiée par la directive 2014/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014. Journal officiel de l'Union européenne.

Directive n° 2014/56 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014, modifiant la directive (CE) n° 2006/43 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés. Journal officiel de l'Union européenne.

Règlement n° 537/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014, relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public et abrogeant la décision (CE) n° 2005/909 de la Commission. Journal officiel de l'Union européenne.

Belgique

Code des sociétés et des Associations (2019), *MB*, 4 avril 2019.

Conseil supérieur des Professions économiques [CSPE] (2016). Avis du 15 juin 2016 portant sur la rotation externe des commissaires effectuant une (ou plusieurs) mission(s) dans des EIP.

Décret relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement. *MB*, 26 mai 2009.

Institut des réviseurs d'entreprises [IRE]. (2007). *Normes de l'Institut des réviseurs d'entreprises relatives à certains aspects liés à l'indépendance du commissaire*.

Loi du 7 décembre 2016 - Loi portant organisation de la profession et de la supervision publique des réviseurs d'entreprises.

France

Code de commerce (2016).

Normes d'exercice professionnel (NEP 100) du 1^{er} juin 2007 de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC).

Luxembourg

Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

International

International Federation of Accountants [IFAC]. (2018). Norme internationale d'audit 200 : *Objectifs généraux de l'auditeur indépendant et conduite d'un audit selon les normes internationales d'audit*.

Site Internet

Site officiel de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. [En ligne] <https://www.ibr-ire.be/fr>

Site officiel de la CNCC [En ligne] <https://www.cncc.fr/>

Site officiel de la Commission européenne. [En ligne] https://ec.europa.eu/info/index_fr

Site officiel du CONSOB. [En ligne] <http://www.consob.it/web/consob-and-its-activities/regulation>

Site officiel de la « Wet toezicht accountantorganisaties » (Pays-Bas) [En ligne] <https://wetten.overheid.nl/BWBR0019468/2020-01-01>

Etudes et rapports

Accountancy Europe. (2019). *Member States' implementation of the 2014 EU Audit Directive and Regulation*. [En ligne] https://www.accountancyeurope.eu/wp-content/uploads/Audit-policy-implementation-state-of-play_February-2019_2.pdf

Commission Européenne, (2010). Livre vert. *Politique en matière d'audit : les leçons de la crise*. [En ligne] <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2010/FR/1-2010-561-FR-F1-1.Pdf>

ESCP Europe. (2011). *Study on the effects of the implementation of the acquis on statutory audits of annual and consolidated accounts including the consequences on the audit market.*

[En ligne] http://revizorska-komora.hr/pdf/IFAC-FEE/ESCP%20Europe_Final%20report%20ESCP%20Europe%20study%20111109.pdf

EY Global Financial Services Institute. (2015). *The audit mandatory rotation rule: the state of the art.* [En ligne] [https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-the-audit-mandatory-rotation-rule-the-state-of-the-art/\\$FILE/ey-the-audit-mandatory-rotation-rule-the-state-of-the-art.pdf](https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/ey-the-audit-mandatory-rotation-rule-the-state-of-the-art/$FILE/ey-the-audit-mandatory-rotation-rule-the-state-of-the-art.pdf)

KPMG. (2015). *EU audit legislation in Spain.* [En ligne]

<https://assets.kpmg/content/dam/kpmg/pdf/2016/02/eu-audit-reform-spain-factsheet.pdf>

Mazars. (2016). *The EU audit reform in Italy.* [En ligne]

<https://www.mazars.com/content/download/904779/46924072/version//file/Information%20Sheet%20%E2%80%93%20The%20Italian%20Audit%20Reform%20Law.pdf>

Mazars. (2016). *The EU audit reform in Luxembourg.* [En ligne]

<https://www.mazars.com/content/download/904750/46923133/version//file/Information%20Sheet%20%E2%80%93%20The%20Audit%20Reform%20Law%20in%20Luxembourg.pdf>

Mazars. (2016). *The EU audit reform in the Netherlands.* [En ligne]

<https://www.mazars.com/content/download/904828/46930073/version//file/Information%20Sheet%20%E2%80%93%20The%20Dutch%20Audit%20Reform%20Law%20.pdf>

Parlement Européen. (2019). *EU Statutory Audit Reform-Impact on costs, concentration and competition.* [En ligne]

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/631057/IPOL_STU\(2019\)631057_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2019/631057/IPOL_STU(2019)631057_EN.pdf)

Tapestry Networks. (2014). *Mandatory audit firm rotation: the Dutch experience.* [En ligne]

[https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-acls-view-points-dutch-audit-firm-rotation/\\$FILE/EY-acls-view-points-dutch-audit-firm-rotation.pdf](https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-acls-view-points-dutch-audit-firm-rotation/$FILE/EY-acls-view-points-dutch-audit-firm-rotation.pdf)

ANNEXES

Annexe I : Questionnaire

QUESTIONNAIRE POUR MON MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDE

Contexte

Dans le cadre de mon mémoire de fin d'étude qui concerne la fameuse réforme européenne de l'audit, je cherche à analyser l'impact de la rotation externe obligatoire sur l'indépendance de l'auditeur externe et la qualité de l'audit.

Est-ce que cette nouvelle obligation améliore l'indépendance de l'auditeur légal des comptes et la qualité de l'audit ? Ou à l'inverse, elle engendre des conséquences négatives ? Dans le cas où la rotation externe obligatoire a des impacts positifs et ou négatifs, quels seront les impacts plus lourds ?

Je vais également tenter de démontrer si la réforme européenne apporte une harmonisation de la législation en matière d'audit, surtout en ce qui concerne la rotation externe obligatoire et compte tenu du fait que les Etats membre de l'UE ont différentes possibilités de levée d'options

La question de recherche de ce mémoire est la suivante : ***La rotation externe obligatoire des cabinets d'audit améliore-t-elle l'indépendance de l'auditeur et la qualité de l'audit ?***

Questionnaire

1. Pensez-vous, qu'il était nécessaire de réformer l'audit en Europe et plus particulièrement en Belgique ? Pensez-vous que votre profession avait besoin de cette réforme ?
2. Quels sont les facteurs d'un audit de qualité ?
3. Pensez-vous que, la rotation externe obligatoire permet d'améliorer l'indépendance des auditeurs et la qualité de l'audit ? Expliquez.

4. Quels seraient, selon vous, les impacts significatifs de la rotation externe obligatoire sur votre cabinet d'audit ?
5. Dans le cadre d'un nouveau mandat, quels sont, en moyenne, les coûts supplémentaires de la première année d'un mandat pour un nouveau client par rapport aux années ultérieures ?
6. Pensez-vous que la rotation externe obligatoire des auditeurs est associée à la perte des connaissances et des compétences et par conséquent à la diminution de la qualité de l'audit ?
7. Au regard de la rotation externe dans le paysage européen, pensez -vous que la réforme apporte une cohérence dans le marché de l'audit dans l'UE ?
8. Pensez-vous que la réforme et plus particulièrement la rotation externe obligatoire va réellement ouvrir le marché de l'audit européen à la concurrence ?
9. Pensez-vous que la rotation interne obligatoire au sein des cabinets d'audit pourrait améliorer l'indépendance et la qualité de l'audit ? Expliquez.
10. Que pensez-vous de l'audit conjoint et l'idée de former un collège de commissaires avec un autre cabinet d'audit ? Selon vous, l'audit conjoint pourrait améliorer l'indépendance et la qualité de l'audit ?

Annexe II : Article 4 du règlement n°537/2014

Honoraires d'audit

1. Les honoraires demandés pour le contrôle légal des comptes d'entités d'intérêt public ne sont pas des honoraires subordonnés. Sans préjudice de l'article 25 de la directive 2006/43/CE, aux fins du premier alinéa, les honoraires subordonnés sont des honoraires rétribuant les missions de contrôle légal des comptes qui sont calculés sur une base préétablie en fonction de la conclusion ou du résultat d'une transaction, ou du résultat du travail accompli. Les honoraires ne sont pas considérés comme subordonnés s'ils ont été fixés par un tribunal ou une autorité compétente.

2. Lorsque le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit fournit à l'entité contrôlée, à son entreprise mère ou aux entreprises qu'elle contrôle, pour une période de trois exercices consécutifs ou plus, des services autres que d'audit, autres que ceux visés à l'article 5, paragraphe 1, du présent règlement, le total des honoraires pour ces services se limite à 70 % maximum de la moyenne des honoraires versés au cours des trois derniers exercices consécutifs pour le contrôle légal des comptes de l'entité contrôlée et, le cas échéant, de son entreprise mère, des entreprises qu'elle contrôle, et des états financiers consolidés de ce groupe d'entreprises.

Aux fins des limites précisées au premier alinéa, les services autres que d'audit, autres que ceux visés à l'article 5, paragraphe 1, requis par la législation de l'Union ou la législation nationale sont exclus.

Les États membres peuvent prévoir qu'une autorité compétente peut, à la demande du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit, à titre exceptionnel, permettre que le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit soit dispensé de respecter les exigences prévues au premier alinéa à l'égard d'une entité contrôlée pour une période de deux exercices maximum.

3. Lorsque les honoraires totaux reçus d'une entité d'intérêt public au cours de chacun des trois derniers exercices consécutifs représentent plus de 15 % du total des honoraires reçus par le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit ou, le cas échéant, par le contrôleur du groupe effectuant le contrôle légal des comptes au cours de chacun de ces exercices, ce contrôleur légal des comptes ou ce cabinet d'audit ou, le cas échéant, ce contrôleur du groupe en informe le comité d'audit et analyse avec lui les risques pesant sur leur indépendance et les mesures de sauvegarde appliquées pour atténuer ces risques. Le comité d'audit examine si la mission d'audit

devrait être soumise à un examen de contrôle qualité de la mission par un autre contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit avant la publication du rapport d'audit.

Lorsque les honoraires reçus d'une telle entité d'intérêt public continuent de dépasser 15 % du total des honoraires reçus par le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit, ou, le cas échéant, par le contrôleur du groupe effectuant le contrôle légal, le comité d'audit décide, sur la base de critères objectifs, si le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit ou le contrôleur du groupe chargé du contrôle légal des comptes d'une telle entité ou d'un tel groupe d'entités peut continuer à effectuer ce contrôle pendant une période supplémentaire, qui ne peut en aucun cas dépasser deux ans.

4. Les États membres peuvent appliquer des exigences plus strictes que celles énoncées dans le présent article.

Annexe III : Article 5 du règlement n°537/2014

Interdiction de fournir des services autres que d'audit

1. Le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit procédant au contrôle légal des comptes d'une entité d'intérêt public, ou tout membre du réseau dont fait partie le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit, ne fournissent pas, directement ou non, à l'entité contrôlée, à son entreprise mère ou aux entreprises qu'elle contrôle dans l'Union des services autres que d'audit interdits:

- a) au cours de la période s'écoulant entre le commencement de la période contrôlée et la publication du rapport d'audit ; et
- b) au cours de l'exercice précédant immédiatement la période visée au point a) en ce qui concerne les services énumérés au deuxième alinéa, point g).

Aux fins du présent article, les services autres que d'audit interdits sont:

- a) les services fiscaux portant sur:
 - i) l'établissement des déclarations fiscales ;
 - ii) l'impôt sur les salaires ;
 - iii) les droits de douane ;
 - iv) l'identification des subventions publiques et des incitations fiscales, à moins qu'une assistance de la part du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit pour la fourniture de ces services ne soit requise par la loi ;
 - v) l'assistance lors de contrôles fiscaux menés par les autorités fiscales, à moins qu'une assistance de la part du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit lors de ces contrôles ne soit requise par la loi ;
 - vi) le calcul de l'impôt direct et indirect ainsi que de l'impôt différé ;
 - vii) la fourniture de conseils fiscaux;

- b) des services qui supposent d'être associé à la gestion ou à la prise de décision de l'entité contrôlée;
- c) la comptabilité et la préparation de registres comptables et d'états financiers;
- d) les services de paie;
- e) la conception et la mise en œuvre de procédures de contrôle interne ou de gestion des risques en rapport avec la préparation et/ou le contrôle de l'information financière ou la conception et la mise en œuvre de systèmes techniques relatifs à l'information financière;
- f) les services d'évaluation, notamment les évaluations réalisées en rapport avec les services actuariels ou les services d'aide en cas de litige;
- g) les services juridiques ayant trait à:
 - i) la fourniture de conseils généraux;
 - ii) la négociation au nom de l'entité contrôlée; et
 - iii) l'exercice d'un rôle de défenseur dans le cadre de la résolution d'un litige;
- h) les services liés à la fonction d'audit interne de l'entité contrôlée;
- i) les services liés au financement, à la structure, ainsi qu'à l'allocation des capitaux et à la stratégie d'investissement de l'entité contrôlée, sauf en ce qui concerne la fourniture de services d'assurance en rapport avec les états financiers, telle que l'émission de lettres de confort en lien avec des prospectus émis par l'entité contrôlée;
- j) la promotion, le commerce ou la souscription de parts de l'entité contrôlée;
- k) les services de ressources humaines ayant trait:
 - i) aux membres de la direction en mesure d'exercer une influence significative sur l'élaboration des documents comptables ou des états financiers faisant l'objet du contrôle légal des comptes, dès lors que ces services englobent: — la recherche ou la sélection de candidats à ces fonctions, ou — la vérification des références des candidats à ces fonctions;
 - ii) à la structuration du modèle organisationnel; et
 - iii) au contrôle des coûts.

2. Les États membres peuvent interdire des services autres que ceux énumérés au paragraphe 1 lorsqu'ils considèrent que lesdits services présentent un risque en matière d'indépendance. Ils communiquent à la Commission tout ajout à la liste figurant au paragraphe 1.

3. Par dérogation au paragraphe 1, deuxième alinéa, les États membres peuvent autoriser la fourniture des services visés aux points a) i), a) iv) à a) vii) et au point f), à condition que les exigences suivantes soient respectées: a) ils n'ont pas d'effet direct ou ont un effet peu significatif, séparément ou dans leur ensemble, sur les états financiers contrôlés;

b) l'appréciation de l'effet sur les états financiers contrôlés est documenté et expliqué de manière complète dans le rapport complémentaire destiné au comité d'audit, visé à l'article 11; et

c) les principes d'indépendance prévus dans la directive 2006/43/CE sont respectés par le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit.

4. Un contrôleur légal des comptes ou un cabinet d'audit procédant aux contrôles légaux des comptes d'entités d'intérêt public et, lorsque le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit fait partie d'un réseau, tout membre de ce réseau, peuvent fournir à l'entité contrôlée, à son entreprise mère ou aux entreprises qu'elle contrôle des services autres que d'audit différents des services autres que d'audit interdits visés aux paragraphes 1 et 2 sous réserve que le comité d'audit donne son approbation après avoir analysé correctement les risques en matière d'indépendance et les mesures de sauvegarde appliquées conformément à l'article 22 ter de la directive 2006/43/CE. Le comité d'audit émet des lignes directrices, le cas échéant, en ce qui concerne les services visés au paragraphe 3.

Les États membres peuvent établir des règles plus strictes fixant les conditions dans lesquelles un contrôleur légal des comptes, un cabinet d'audit ou un membre d'un réseau dont fait partie le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit peut fournir à l'entité contrôlée, à son entreprise mère ou aux entreprises qu'elle contrôle des services autres que d'audit différents des services autres que d'audit interdits visés au paragraphe 1.

5. Lorsqu'un membre d'un réseau auquel appartient le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit procédant au contrôle légal des comptes d'une entité d'intérêt public fournit l'un des services autres que d'audit, visés aux paragraphes 1 et 2, à une entreprise enregistrée dans un pays tiers et soumise au contrôle de l'entité d'intérêt public contrôlée, le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit concerné apprécie si son indépendance serait compromise par cette prestation de services du membre du réseau.

Si son indépendance est compromise, le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit prend, le cas échéant, des mesures de sauvegarde afin d'atténuer les risques causés par cette prestation de services dans un pays tiers. Le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit ne peut continuer d'effectuer le contrôle légal des comptes de l'entité d'intérêt public que s'il peut justifier, conformément à l'article 6 du présent règlement et à l'article 22 ter de la directive 2006/43/CE, que cette prestation de services n'influe pas sur son jugement professionnel ni sur le rapport d'audit.

Aux fins du présent paragraphe:

- a) le fait d'être associé au processus décisionnel de l'entité contrôlée et de fournir les services visés au paragraphe 1, deuxième alinéa, points b), c) et e), est toujours considéré comme une atteinte à cette indépendance qui ne peut être atténuée par des mesures de sauvegarde;
- b) il est considéré que la prestation des services visés au paragraphe 1, deuxième alinéa, à l'exclusion des points b), c) et e), porte atteinte à cette indépendance et requiert dès lors des mesures visant à atténuer les risques causés par cette prestation de services.

Annexe IV : Article 17 du règlement n°537/2014

Durée de la mission d'audit

1. Une entité d'intérêt public désigne un contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit pour une mission initiale d'au moins un an. La mission peut être reconduite.

Ni la mission initiale d'un contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit donné, ni celle-ci combinée avec les éventuelles missions reconduites ne peuvent durer au total plus de dix ans.

2. Par dérogation au paragraphe 1, les États membres peuvent:

a) exiger que la mission initiale visée au paragraphe 1 dure plus d'un an;

b) fixer une durée maximale inférieure à dix ans pour les missions visées au paragraphe 1, deuxième alinéa.

3. Après l'expiration des durées maximales des missions visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, ou au paragraphe 2, point b), ou après l'expiration des durées des missions prorogées conformément aux paragraphes 4 ou 6, ni le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit ni, le cas échéant, aucun membre de leurs réseaux dans l'Union ne peut entreprendre le contrôle légal des comptes de la même entité d'intérêt public au cours des quatre années qui suivent.

4. Par dérogation au paragraphe 1 et au paragraphe 2, point b), les États membres peuvent prévoir que les durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, et au paragraphe 2, point b), peuvent être prolongées jusqu'à une durée maximale de:

a) vingt ans lorsqu'une procédure d'appel d'offres public pour le contrôle légal des comptes est menée conformément à l'article 16, paragraphes 2 à 5, et prend effet à l'expiration des durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, et au paragraphe 2, point b); ou

b) vingt-quatre ans lorsque, après l'expiration des durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, et au paragraphe 2, point b), plusieurs contrôleurs des comptes ou cabinets d'audit sont simultanément engagés, à condition que le contrôle légal des comptes aboutisse à la présentation d'un rapport d'audit conjoint, visé à l'article 28 de la directive 2006/43/CE.

5. Les durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, et au paragraphe 2, point b), ne sont prolongées que si, sur recommandation du comité d'audit, le conseil d'administration ou

de surveillance propose à l'assemblée générale des actionnaires ou aux membres, conformément au droit national, de reconduire la mission et que si la proposition est approuvée.

6. Après l'expiration des durées maximales visées au paragraphe 1, deuxième alinéa, au paragraphe 2, point b), ou au paragraphe 4, le cas échéant, l'entité d'intérêt public peut, à titre exceptionnel, demander que l'autorité compétente visée à l'article 20, paragraphe 1, autorise une prolongation au titre de laquelle elle peut à nouveau désigner le même contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit pour une nouvelle mission dans le cadre de laquelle les conditions visées au paragraphe 4, point a) ou b), sont remplies. La durée de cette nouvelle mission ne dépasse pas deux ans.

7. Les associés d'audit principaux chargés de la réalisation du contrôle légal des comptes cessent de participer au contrôle légal des comptes de l'entité sept ans au plus tard à compter de la date de leur désignation. Ils ne peuvent participer à nouveau au contrôle légal des comptes de l'entité contrôlée avant l'expiration d'un délai de trois ans après cette cessation.

Par dérogation, les États membres peuvent exiger que les associés d'audit principaux chargés de la réalisation du contrôle légal des comptes cessent de participer au contrôle légal des comptes de l'entité contrôlée plus tôt que sept ans à compter de la date de leur désignation respective.

Le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit instaure un mécanisme de rotation progressive adapté qu'il applique aux personnes les plus élevées dans la hiérarchie qui participent au contrôle légal des comptes, en particulier au moins aux personnes qui sont enregistrées en tant que contrôleurs légaux des comptes. La rotation progressive est effectuée par étapes, sur une base individuelle, et non sur la base de l'équipe entière chargée de la mission. Elle est proportionnelle à la taille et à la complexité de l'activité du contrôleur légal des comptes ou du cabinet d'audit.

Le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit doit pouvoir démontrer à l'autorité compétente que ce mécanisme est bien appliqué et adapté à la taille et à la complexité de son activité.

8. Aux fins du présent article, la durée de la mission d'audit est calculée à compter du premier exercice sur lequel porte la lettre de mission d'audit dans laquelle le contrôleur légal des comptes ou cabinet d'audit a été désigné pour la première fois pour effectuer des contrôles légaux consécutifs des comptes de la même entité d'intérêt public.

Aux fins du présent article, le cabinet d'audit doit comprendre d'autres cabinets dont il a fait l'acquisition ou qui ont fusionné avec lui.

S'il existe une incertitude quant à la date à laquelle le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit a commencé à effectuer des contrôles légaux consécutifs des comptes de l'entité d'intérêt public, par exemple en raison de fusions, d'acquisitions ou de changements dans la structure du capital, le contrôleur légal des comptes ou le cabinet d'audit informe immédiatement l'autorité compétente de ces incertitudes, laquelle détermine en dernier lieu la date applicable aux fins du premier alinéa.